

20 décembre 2018

## **Pour la promotion d'une stratégie sur les services technologiques éducatifs partagés en Ontario : Phase de consultation à l'échelle provinciale**

Vivian Forssman et Peter Wolf  
Patrick Lyons, Université Carleton

### **Table des matières**

Sommaire exécutif	2
Contexte et approche	4
Processus de consultation	5
Recommandations et discussion	6
Autres renseignements	13
Remerciements	13
Annexes	14
Annexe A : Tâches du projet	
Annexe B : Services partagés en Ontario	
Annexe C : Que voulons-nous dire par Services partagés	
Annexe D : Considérations relatives à la feuille de route	

## Sommaire

Au terme d'un processus destiné à promouvoir l'adoption d'une stratégie sur les services technologiques éducatifs partagés pour les établissements postsecondaires publics de l'Ontario, Peter Wolf et Vivian Forssman, au nom de l'Université Carleton, ont organisé quatre ateliers en ligne entre le 1<sup>er</sup> et le 28 novembre 2018 auxquels ont participé des représentants des 45 universités et collèges publics de la province. Au final, 76 participants représentant les TI, les services administratifs des établissements, le personnel des centres d'enseignement et d'apprentissage et les bibliothécaires de 82 % des établissements membres (37 établissements) ont ainsi pu s'exprimer.

Les ateliers ont été conçus pour valider les conclusions du sondage d'août 2018 sur les services technologiques éducatifs partagés et pour alimenter la réflexion sur une stratégie de collaboration future.

À partir de l'analytique des contributions des participants, il a été possible de dégager trois catégories de services technologiques éducatifs comprenant sept sous-catégories :

1. Catégorie classique -  
Approvisionnement
2. Catégorie technologie -  
Infrastructure de mise en œuvre des applications (probablement en nuage)  
Outils d'intégration des applications; normes et processus des logithèques de code
3. Communautés de pratique -  
Bacs à sable (environnement de test)  
Soutien justifié aux étudiants, aux enseignants et au personnel.

Les ateliers ont permis de dégager trois catégories de facteurs susceptibles d'inciter les établissements à adhérer aux services technologiques éducatifs partagés, chacun de ces facteurs devant faire l'objet d'une attention toute particulière au début des étapes ultérieures :

1. Rentabilité et efficacité des processus
2. Exigences relatives à la conformité, aux fondements et à l'accès
3. Recherche et innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage

Trois recommandations clés et plusieurs sous-recommandations ont pu être formulées à partir des commentaires des participants et grâce à l'expertise des animateurs :

### Recommandation n° 1

Mettre sur pied un comité directeur des services partagés d'eCampusOntario qui soit représentatif et investi de responsabilités en matière de supervision, de stratégie et de consultation.

- 1.1. Décrire le rôle d'eCampusOntario relativement aux services technologiques éducatifs partagés avec d'autres intervenants de l'enseignement supérieur en Ontario, cela suivant une stratégie différenciée et coordonnée.
- 1.2. Élaborer et coordonner une stratégie de mise à l'essai d'une variété de services technologiques éducatifs partagés dans le cadre de projets pilotes distincts, suivant un équilibre des motivations de partage et des types de services à partager.
- 1.3. Élaborer le mandat pour chaque initiative pilote de services partagés compte tenu :

- des engagements nécessaires
- de la représentation des intervenants
- des autres considérations prioritaires

## **Recommandation n° 2**

Déterminer les technologies éducatives à mettre à l'essai en tant que service partagé, en lien avec chacun des trois facteurs de motivation identifié, étant entendu qu'il existe probablement une multitude de tels facteurs. Pour chaque service partagé, tenir compte des sept sous-catégories de services pouvant être partagés.

Les technologies recommandées comprennent :

1. Le sous-titrage et la transcription
2. L'intégrité universitaire
3. La formation sur LinkedIn (Lynda.com)
4. L'une des technologies suivantes :
  - Simulations en laboratoire
  - Réalité virtuelle/réalité augmentée
  - Surveillance virtuelle (d'examens)
  - Outils d'apprentissage par l'expérience

## **Recommandation n° 3**

Créer un environnement de test pour la participation et l'évaluation d'éventuels services technologiques éducatifs partagés dans le but de générer des données devant permettre le classement des options par ordre de priorité, en fonction de l'inventaire actuel. Créer un espace Web pour l'environnement de test afin d'inviter les participants à échanger entre eux les cas d'utilisation et les pratiques judicieuses.

## Contexte et approche

L'une des stratégies clés d'eCampusOntario pour 2018-2021 consiste à *renforcer les capacités grâce à des services partagés et collaboratifs*. Il est question d'étudier, d'évaluer et de mettre en place des services partagés et collaboratifs tirant parti des connaissances, de l'expérience et de l'infrastructure, et permettant de réduire les coûts pour nos partenaires du système postsecondaire.

Pour parler de cette stratégie, eCampusOntario a convoqué une réunion des DPI et des VPA (Enseignement et apprentissage) des parties prenantes, au printemps 2018. Les participants ont recommandé de recueillir d'autres commentaires du milieu de l'enseignement postsecondaire de l'Ontario, par voie de sondage, avant que d'autres mesures ne soient prises.

À l'été 2018, l'Université d'Ottawa, au nom d'eCampusOntario, a conçu et distribué un sondage à 45 collèges et universités de l'Ontario afin d'évaluer l'intérêt des répondants pour des services technologiques éducatifs partagés (les résultats du sondage sont disponibles ici en [anglais](#) et en [français](#)), le taux de réponse au sondage a été de 76 %, et les résultats indiquent un intérêt soutenu pour les services partagés en matière de technologies de l'éducation. Les technologies éducatives jugées prioritaires comme services partagés potentiels comprennent les services de sous-titrage et de transcription, les laboratoires virtuels, l'analytique de l'apprentissage, les logiciels d'intégrité universitaire et les simulations virtuelles (RV/RA). La plupart des répondants se sont dit d'accord avec l'idée d'explorer plus à fond une stratégie de services partagés, fondée sur le principal avantage identifié, soit de maximiser le pouvoir d'achat combiné et d'enrichir les expériences d'apprentissage. Toutefois, 64 % des répondants ont exprimé des réserves susceptibles d'infléchir leur engagement. La gouvernance collaborative, le recoupement de processus existants et l'inclusion de divers contextes éducatifs et institutionnels ont été mentionnés comme étant des défis à relever en priorité.

À la suite de l'interprétation des résultats du sondage, eCampusOntario a procédé à une phase subséquente, demandant une plus vaste ronde de consultations et de commentaires des dirigeants d'établissements postsecondaires, cela pour valider les conclusions et orienter une future stratégie de collaboration.

Au cours de la période du 1<sup>er</sup> au 28 novembre 2018, l'Université Carleton, au nom d'eCampusOntario, a fait appel à la collaboration et à la consultation des DPI et des chefs de file des établissements postsecondaires de l'Ontario (p. ex., les directeurs des centres d'enseignement et d'apprentissage, les bibliothécaires et d'autres) à la faveur de quatre ateliers participatifs lors de cyberconférences (20, 22, 26 et 28 novembre). Les ateliers ont permis de rassembler 82 % des établissements membres (37 établissements en tout), avec un total de 76 participants, dont 32 représentant les DPI/TI et 44 représentant l'administration, les centres d'enseignement et d'apprentissage et les bibliothèques.

Les ateliers ont été conçus aux fins suivantes :

- S'appuyer sur les résultats du sondage, permettre des discussions plus approfondies pour une compréhension commune et, idéalement, favoriser un consensus et un accord autour de plans d'action sur les thèmes clés dérivés des données du sondage.
- Optimiser le partage de l'information et la participation à l'échelle de la province par le biais de présentations en ligne et de conversations participatives.
- Inviter les participants à élaborer conjointement un ensemble de valeurs communes pour les services technologiques éducatifs partagés; définir le point de départ de l'initiative de services partagés dirigée par eCampusOntario; déterminer les critères de sélection à retenir pour les services partagés prioritaires; contribuer à l'élaboration de lignes

directrices pour la gouvernance des services partagés et pour la gestion de l'approvisionnement.

Le présent rapport a été rédigé dans la foulée des ateliers. Il représente une synthèse des contributions, des résultats des ateliers et de certaines des approches déterminées pour passer à l'étape suivante. Les discussions en atelier ont suscité de nombreux commentaires. Nous avons choisi de consigner tous les commentaires à l'**annexe E : Compte rendu des commentaires de la webconférence** plutôt que de les intégrer directement au présent rapport.

Afin de bénéficier des avantages des services partagés, il faudra élaborer une feuille de route de projet. Il faudra probablement établir des relations avec des partenaires externes qui fourniront certains éléments de services partagés. Les détails à retenir pour la feuille de route n'ont pas été précisés lors des webconférences qui avaient pour objet de déterminer la faisabilité et la valeur du projet en tant que première étape critique.

### **Processus de consultation**

La formule des ateliers a été retenue aux fins suivantes : s'appuyer sur les résultats du sondage; offrir des occasions d'échanges plus poussés; dégager une compréhension commune; favoriser l'établissement d'un consensus sur les thèmes clés dérivés des données du sondage; et optimiser l'échange d'informations et la participation à l'échelle de la province par le biais de présentations en ligne et de conversations participatives.

Afin de garantir le caractère inclusif des consultations, les ateliers ont été offerts en ligne de sorte qu'aucun participant ne soit gêné par les coûts et le temps de déplacement. Chacun a pu choisir entre quatre dates/reprises sur une période de deux semaines. Nous avons encouragé la représentation des DPI et des chefs de file de l'enseignement et/ou des communautés d'enseignement et d'apprentissage afin que de multiples points de vue sur les priorités soient représentés.

Des documents de mise en contexte et des invitations à la réunion ont été envoyées aux participants, cela pour leur donner l'occasion de noter leur horaire préféré dans leur calendrier. Un rappel, assorti de renseignements techniques sur l'accès à la webconférence, leur a été envoyé la veille de chaque séance.

Nous avons utilisé un outil de webconférence synchrone (Big BlueButton) – pratique pour la présentation de diapositives, pour les flux vidéo des animateurs et pour certaines conversations interactives – ainsi que Google Docs qui a servi à la saisie anonyme des idées et des réactions. Nous avons reçu des commentaires très positifs au sujet de la combinaison de ces outils, d'autant qu'elle a permis une participation ciblée et anonyme.

Nous avons fourni des tâches de projet détaillées entreprises pour cette initiative, à titre de modèle qu'eCampusOntario pourrait utiliser pour des projets semblables dans l'avenir. Voir l'**annexe A : Tâches du projet**.

## Recommandations et discussion

### Recommandation n° 1

Mettre sur pied un comité directeur des services partagés d'eCampusOntario qui soit représentatif et investi de responsabilités en matière de supervision, de stratégie et de consultation. Il devrait notamment être chargé :

- de la planification stratégique des services partagés
- de la coordination entre les programmes et les établissements
- de la surveillance de l'acquisition des technologies
- de l'établissement des politiques

Il sera essentiel d'assurer un leadership stratégique méta-institutionnel et la surveillance des projets pilotes afin de véritablement promouvoir une stratégie provinciale sur les services technologiques éducatifs partagés. eCampusOntario est bien placé pour appuyer les prochaines étapes services technologiques éducatifs partagés en Ontario.

*Services partagés et services collaboratifs en Ontario : situation actuelle*

Nombre d'organismes et de communautés de l'enseignement supérieur offrent déjà des services partagés. Cependant, une analyse plus approfondie de leurs sites Web donne à penser que la priorité est actuellement accordée aux systèmes administratifs, au matériel, aux produits de technologie d'entreprise standard (p. ex., licences Microsoft) et aux produits consommables. Les services partagés en technologies éducatives ne constituent pas encore un portefeuille suffisamment important pour l'une ou l'autre de ces organisations (voir l'**annexe B : Services partagés en Ontario**).

**Recommandation 1.1** – *Décrire le rôle d'eCampusOntario relativement aux services technologiques éducatifs partagés avec d'autres intervenants de l'enseignement supérieur en Ontario, cela suivant une stratégie différenciée et coordonnée.*

*Quels services partager?*

Les résultats du sondage de 2018 sur les services technologiques éducatifs partagés indiquent que les répondants ont des points de vue différents quant à la définition à donner à « services partagés et sur ce qui devait être exactement partagé, pourquoi, comment, etc. Pour passer à l'étape suivante de cette compréhension commune, lors des ateliers en webconférence, les animateurs ont présenté un diagramme (**Annexe C : Que voulons-nous dire par services partagés**) qui montre l'évolution de la valeur potentielle. À la lumière des commentaires reçus, nous avons adapté cette illustration dans le tableau ci-dessous afin de l'utiliser pour une évaluation plus poussée et pour l'établissement des priorités en matière de services partagés.

## Ressource : Partage des services de technologie éducative

	Service	Avantage
<b>Classique</b>	<b>Approvisionnement partagé (licences et services)</b>	Réduire le coût des licences; les petits établissements ont accès à des services technologiques assortis de prix équitables et transparents; accroître l'accessibilité aux outils dans l'ensemble des établissements.
<b>Techno.</b>	<b>Mise en œuvre d'applications partagées</b>	Réduire les coûts des licences; réduire les frais généraux d'exploitation grâce à des applications en nuage.
	<b>Infrastructure partagée (p. ex., serveurs et systèmes d'exploitation)</b>	Réduire les frais généraux opérationnels localisés grâce aux services en infonuagique et aux centres de données partagés, où les applications sont gérées et hébergées de façon centralisée (l'infrastructure vieillissante sur place passe aux services de logiciels en nuage);
	<b>Normes et processus partagés (p. ex., ouvert, IEPT, systèmes d'exploitation, etc.)</b>	Capacité d'adapter et d'intégrer des outils dans le SGA et les systèmes d'information sur les étudiants afin d'optimiser l'expérience des apprenants; mais...  La mise à l'échelle exige une certaine normalisation et rationalisation des processus (p. ex., l'expérience des logiciels comme service)
	<b>Outils d'intégration d'applications partagées</b>	Logithèque de codes pour appuyer l'intégration des technologies intégrées au SGA et à d'autres systèmes d'entreprise
<b>Communautés de pratiques</b>	<b>Soutien technique et/ou pédagogique partagé pour les étudiants, pour le corps enseignant et pour le personnel</b>	Améliorer les cycles d'adoption et de diffusion et mieux soutenir l'expérience des apprenants grâce à des guides, à des tutoriels, à des approches pour l'intégration de la technologie intégrée dans les objectifs des programmes, et peut-être aussi grâce à un service d'aide partagé de 24 heures sur 24/7 jours sur 7 pour certains produits;
	<b>Environnement de test partagé</b>	Au-delà de la « présentation du fournisseur », ce service fonctionne comme un environnement de prototypage pour approfondir la compréhension des caractéristiques, de la conception d'expériences et des possibilités d'intégration

### *Pourquoi des services partagés?*

Le processus de consultation a permis de relever trois grands facteurs de motivation, interreliés mais distincts, pour partager des services. Bien que tous ces facteurs puissent entrer en ligne de compte pour n'importe quel service technologique éducatif,

il existe généralement un grand facteur de motivation à rechercher des services technologiques éducatifs partagés :

1. La rentabilité et l'efficacité des processus – Dans le cas des technologies couramment utilisées, quand sont appliquées des pratiques d'approvisionnement local
2. Exigences relatives à la conformité, aux fondements et à l'accès – Pour répondre aux objectifs et aux intérêts communs en matière de technologies éducatives
3. Recherche et innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage – Pour favoriser l'adoption d'autres approches et outils à des fins éducatives, avec application généralisée ou sectorielle (par discipline).

***Recommandation 1.2 - Élaborer et coordonner une stratégie de mise à l'essai d'une variété de services technologiques éducatifs partagés dans le cadre de projets pilotes distincts, suivant un équilibre des motivations de partage et des types de services à partager..***

**Ressource - Matrice décisionnelle pour les projets pilotes de services technologiques éducatifs partagés**

	Classique	Technologique				Communautés de pratique	
Motivation principale / Type de service partagé	Approvisionnement	Mise en œuvre de l'application	Infrastructure	Intégration des applications	Normes et processus	Environnement de test (bac à sable)	Utiliser judicieusement le soutien technique et/ou pédagogique pour les étudiants, le corps enseignant et le personnel
Rentabilité et efficacité des processus							
Exigences relatives à la conformité, aux fondements et à l'accès							
Recherche et innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage							

*Travailler en partenariat*

Il a beaucoup été question de la gouvernance, des intérêts des membres, de la représentation, du recoupement des besoins et des objectifs des membres, cela dans le respect de l'autonomie de chacun et moyennant la démonstration de la valeur du partage dans un environnement complexe. Les principaux aspects mentionnés ont

été les suivants :

- Compte tenu de la multitude de fournisseurs en Ontario, avec qui faut-il traiter et quels critères pourraient guider le choix du meilleur partenaire?
- Comment mettre le soutien technique en commun? Cela peut s'entendre de la maintenance des applications bien que, dans un environnement d'application en nuage, cette fonction soit habituellement assurée par le fournisseur de services. De petits établissements postsecondaires ont dit pouvoir être intéressés par la mise en commun du soutien des utilisateurs finaux pour diverses applications. Notre expérience de l'utilisation de BigBlue Button, un outil libre géré par un fournisseur de services (Blindside Networks) peut être un exemple d'organisme de soutien aux utilisateurs finaux tiers.
- Amélioration de l'expérience des élèves, qui est fondamentalement à la base de l'adoption et de la diffusion de technologies éducatives appropriées pour une expérience d'apprentissage améliorée.
- Établissement des priorités. Les cadres et les ressources définis dans le présent rapport visent à faciliter l'établissement des priorités.
- Abandon des centres de données au profit du nuage. Qu'il s'agisse d'une option pour l'approvisionnement de base ou d'une stratégie visant à réduire les coûts et la dépendance des centres de données sur place, il y a de nombreux facteurs à considérer dans le renoncement à la formule de gestion de l'infrastructure des serveurs et des applications sur place.
- Élaboration d'un inventaire des outils actuels, en tant qu'intrant dans la prise de décisions relatives à l'établissement des priorités pour les services partagés, et partage immédiat du savoir-faire en matière d'optimisation des technologies éducatives pour des considérations pédagogiques et techniques.

**Recommandation 1.3** – *Élaborer le mandat pour chaque initiative pilote de services partagés, compte tenu de ce qui suit :*

*Engagements nécessaires :*

- motivations à mettre des services en commun clairement énoncés;
- types de services à partager clairement énoncés;
- mobilisation de 20 % des membres pour une durée convenue;
- précision des situations d'adhésion et de retrait;
- réalisation des investissements financiers et autres qui s'imposent

*Représentation des intervenants pour chaque initiative :*

- Un membre par établissement – songer aux représentants qui seraient les plus appropriés compte tenu des services à partager.
- Engagement nécessaire des étudiants pour chaque projet pilote. Mobilisation par le truchement de la représentation ou de la consultation.
- Mobilisation en fonction de la diversité d'établissements membres, selon la taille et la langue, si possible;

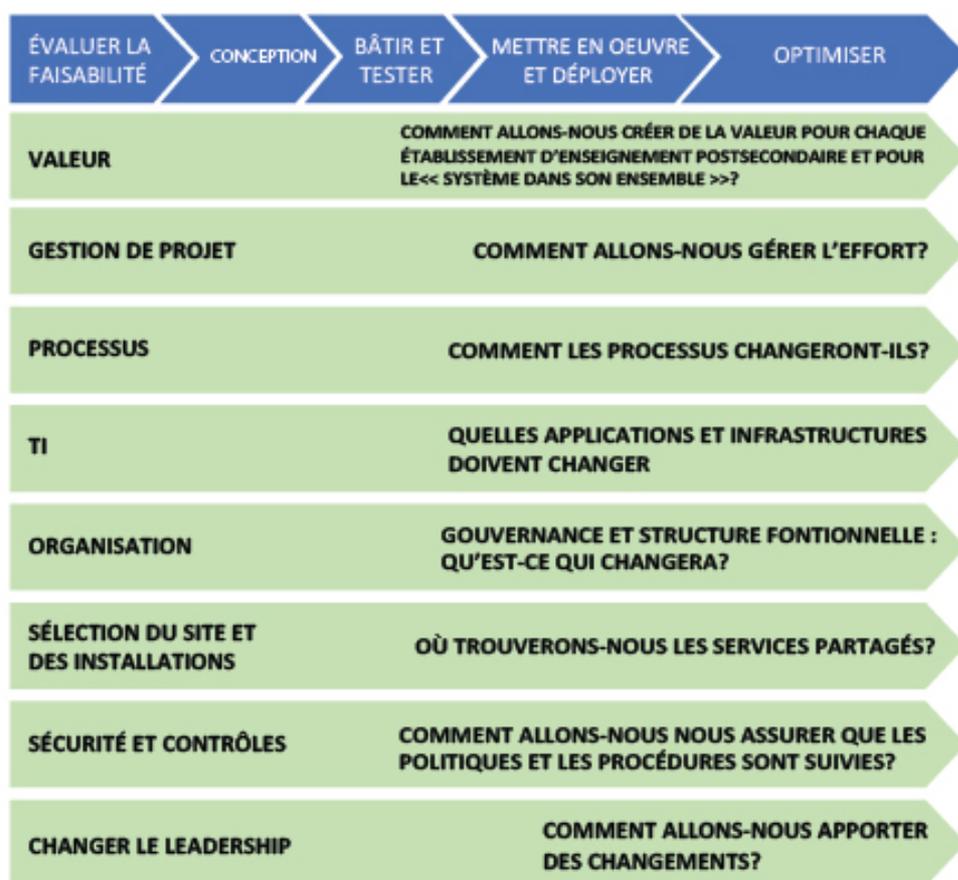
*Considérations prioritaires pour chaque initiative :*

- Normes de sécurité des données et de protection des renseignements personnels.
- Normes d'accessibilité.
- Possibilité d'adoption par tous les membres intéressés (p. ex., dans différents SGA).
- Capacités bilingues (p. ex., un service infonuagique uniquement en anglais serait acceptable si un programme de menus et de messages traduits était offert)

Pour chaque initiative, il est recommandé d'utiliser la *Feuille de route pour*

*l'optimisation des services partagés* afin d'aider à orienter les processus et les *considérations* nécessaires en vue d'optimiser le potentiel des services technologiques éducatifs partagés.

## Ressources – Éléments d’une feuille de route en vue d’optimiser les services partagés



Adapté du manuel sur les services partagés de Deloitte

(<https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/dk/docu%20men%20ts/finance/SSC-Handbook-%20Hit-the-Road.pdf>)

Les discussions en atelier ont permis aux participants de se concentrer sur la définition de la valeur et de l'évaluation de la faisabilité (voir le coin supérieur gauche du diagramme). Au fur et à mesure de la mise en place d'un projet de services partagés et d'un environnement opérationnel, il faudra (par exemple) concevoir des processus, élaborer et tester des éléments d'application et d'infrastructure, et exercer un leadership en matière de changement. C'est là qu'un comité directeur doit guider les services partagés, de la gouvernance participative à la gestion opérationnelle.

À partir de ce cadre provisoire de la feuille de route, le Comité directeur des services partagés d'eCampusOntario, en collaboration avec le personnel d'eCampusOntario, pourrait maintenant passer à la définition d'une structure organisationnelle pour appuyer cette initiative, pour examiner les possibilités d'approvisionnement et d'hébergement de partenaires (comme cela a été précédemment mentionné dans la recommandation 1.1), pour élaborer une feuille de route de haut niveau et pour établir une stratégie de communication avec les parties prenantes (**Annexe D : Éléments d'une feuille de route en vue d'optimiser les services partagés**).

## **Recommandation no 2**

Déterminer les technologies éducatives à mettre à l'essai en tant que service partagé, en lien avec chacun des trois facteurs de motivation identifiés, étant entendu qu'il existe probablement une multitude de tels facteurs. Pour chaque service partagé, tenir compte des sept sous-catégories de services pouvant être partagés

Les discussions en atelier ont permis de dégager un cadre en vue de déterminer quels projets pilotes pourront aller de l'avant; il en a découlé la formulation d'une recommandation visant à mettre l'accent sur les principaux facteurs incitants à mettre des services en commun et à insister au départ, comme il se doit, sur *les technologies éducatives partagées s'adressant aux étudiants*. Le partage des services en matière de technologies éducatives administratives (p. ex., Adobe Creative Suite, cartographie des programmes) devra être envisagé dans l'avenir.

Le recours aux trois grandes catégories de facteurs susceptibles d'inciter les membres à se prévaloir de services partagés – telles qu'elles ont été énoncées dans les ateliers – est une façon prometteuse d'aboutir à des services partagés diverses : 1) *Conformité/Fondements/accès*; 2) *Efficiencia des coûts et des processus*; 3) *Soutien à la recherche et à l'innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage*.

**Recommandation 2.1** – *Envisager les technologies suivantes pour des projets pilotes comme cela a été défini dans le sondage, lors des ateliers et par les facilitateurs :*

*2.1.1. La **transcription et le sous-titrage** doivent faire l'objet d'une priorité absolue au titre des services technologiques éducatifs partagés sous la direction d'eCampusOntario, comme l'ont indiqué les établissements membres lors des quatre ateliers et dans le sondage. La principale motivation est d'atteindre les objectifs en matière de conformité, de fondation et d'accès.*

*2.1.2. L'**intégrité universitaire** a toujours été hautement prioritaire. La technologie en question est déjà déployée dans de nombreux établissements, ce qui donne à penser que la rentabilité et l'efficacité des processus sont les principales motivations qui entrent en ligne de compte dans le choix d'un service partagé.*

*2.1.3. Faire évoluer les services partagés déjà existants de **LinkedIn Learning (Lynda.com)** pour en tirer tous les avantages et pleinement exploiter ce service partagé. Envisager de faire appel à une communauté de pratique pour formuler des recommandations en matière d'utilisation à des fins pédagogiques judicieuses. Cela permettrait de mener à bien un projet pilote axé sur le soutien à la recherche et à l'innovation dans les domaines de l'enseignement et de l'apprentissage, ce qui est considéré comme un facteur de motivation de base en matière de partage des services.*

*Soutien la recherche et l'innovation en matière d'enseignement et d'apprentissage*

Lors des ateliers, les priorités technologiques axées sur le *soutien à l'enseignement et à l'apprentissage, la recherche et l'innovation* n'ont pas semblé susciter le même intérêt que dans le sondage. Les laboratoires virtuels, les plateformes de réalité virtuelle et de réalité augmentée et l'analytique de l'apprentissage, mis en exergue dans le sondage, ont été peu mentionnés comme priorités dans le Google Docs, créé

conjointement par les participants pendant les ateliers.

**Recommandation 2.2** – *Compte tenu du manque de clarté quant aux services technologiques éducatifs à partager dans cette catégorie, nous recommandons de tenir un court sondage auprès des établissements, sondage qui portera sur un sous-ensemble limité et mieux défini de services technologiques éducatifs partagés. Ces technologies éducatives comprennent :*

*Les **simulations en laboratoire virtuel** intègrent la théorie, la pratique et les tests-éclair, et offrent aux étudiants une interaction avec l'équipement de laboratoire virtuel qui est souvent impossible dans un laboratoire physique. Les laboratoires virtuels peuvent compléter les laboratoires physiques, dans les établissements où les contraintes d'horaire et d'espace sont telles qu'il est difficile pour tous les étudiants de se retrouver dans un laboratoire réel.*

*La **réalité virtuelle/augmentée (RV/RA)** est une technologie émergente qui combine des objets physiques à la réalité virtuelle, permettant ainsi des expériences d'apprentissage en soins de santé, en tourisme, en STIM et dans d'autres disciplines.*

*Étant donné que l'accès et l'intégrité sont les thèmes déjà jugés prioritaires, il y a lieu de penser que la **surveillance virtuelle** en environnement de test serait intéressante. L'amélioration de l'accès à cette catégorie n'a été classée que moyennement prioritaire, mais les possibilités d'étendre la surveillance virtuelle à celles et ceux qui n'ont pas facilement accès aux campus ou à des milieux d'enseignement en personne sont telles qu'il sera non seulement possible d'en faire bénéficier des étudiants à distance, mais aussi, éventuellement, des étudiants sur les campus. Compte tenu de la percée constante de l'apprentissage en ligne, comme en témoigne le Sondage national sur l'apprentissage en ligne et numérique de 2018, il sera probablement inévitable d'appliquer cette fonctionnalité.*

***Apprentissage par l'expérience** – Compte tenu des tendances et des orientations stratégiques récentes en lien avec la valeur de l'apprentissage par l'expérience dans le contexte ontarien, et de la probabilité que l'apprentissage par l'expérience et la production de comptes rendus à cet égard devienne une priorité de plus en plus grande, on pourrait s'attendre à ce que les outils à l'appui de l'apprentissage par l'expérience deviennent un facteur de motivation en matière de conformité.*

### **Recommandation no 3**

Créer un environnement de test propice à la participation et à l'évaluation d'éventuels services technologiques éducatifs partagés dans le but de générer des données devant permettre de classer les différentes options par ordre de priorité, en fonction de l'inventaire actuel. Créer un espace Web pour l'environnement de test afin d'inviter les participants à échanger entre eux sur les cas d'utilisation et les pratiques judicieuses.

Compte tenu de la nature exploratoire de bon nombre de technologies éducatives et du désir de soutenir l'enseignement et l'apprentissage, la recherche et l'innovation, nous recommandons qu'eCampusOntario élabore au départ un processus de mise à jour d'un inventaire interinstitutionnel des technologies éducatives afin de clarifier ce qui sera possible en matière de services partagés. Cette information pourra servir de base à l'établissement de communautés de pratique qui permettront de pousser plus à fond l'exploration des technologies éducatives dans un environnement de test

commun.

Un environnement de test exigera :

- Des informations sur l'état actuel et souhaité des technologies éducatives dans chaque établissement, informations qui pourront servir à établir les priorités en environnement de test.
- Un processus de priorisation des technologies éducatives qui corresponde à l'évaluation participative d'un environnement de test.
- Un environnement technologique pour tester, évaluer et même évaluer les produits sous la forme de projets pilotes; devrait idéalement permettre de tester a priori des environnements exclusifs (solutions propriétaires) et ouverts;
- Un plan d'essai technique garantissant que les éléments fonctionnels donnent les résultats escomptés, assorti de procédures de tests pour ce qui est des systèmes, de l'intégration, du rendement, du réseau et de la pleine utilisation;
- Un cadre d'évaluation portant sur l'expérience des utilisateurs, les questions d'intégration et de soutien, les coûts, les avantages, etc.
- Évaluation des outils incluant tous les intervenants, y compris les étudiants.

L'environnement de test pourrait être élargi pour inclure plus que l'établissement d'inventaires et la mise à l'essai des technologies. L'environnement de test ou *bac à sable* (*lieu où tout le monde joue ensemble*) pourrait avoir sa place sur le Web où il deviendrait l'espace « incontournable » pour former et appuyer des communautés de pratique autour de cas d'utilisation mettant l'accent sur les connaissances pédagogiques liées aux technologies éducatives.

### **Autres renseignements**

En plus des DPI, des chefs de file de l'enseignement, des directeurs et du personnel de centres d'enseignement et d'apprentissage, quelques bibliothécaires ont participé aux webconférences. Cette communauté d'intervenants pourrait être incluse de façon plus officielle dans la démarche de consultation, afin de jeter des passerelles entre les différentes unités de soutien spécialisées en enseignement et apprentissage dans les établissements postsecondaires. Comme les bibliothécaires participent déjà à des services partagés efficaces, ils sont en mesure de faire état de leçons apprises et de donner des exemples de modèles opérationnels efficaces.

Il a par ailleurs été indiqué qu'aucun étudiant n'a participé à ce processus et que la participation directe de ce groupe sera importante à l'avenir.

L'initiative a reposé sur l'intégration efficace de conférences en ligne, de sondages et de prise de notes en collaboration. La réponse des participants à la démarche de consultation a été très positive. Nous suggérons de poursuivre des consultations animées à l'aide d'outils synchronisés et collaboratifs.

La tenue d'une liste de courriels des intervenants d'eCampusOntario aiderait à réduire au minimum la surcharge administrative découlant de la mise en place de ce genre de consultation par webconférence. Bien que le roulement soit important au sein de la communauté des DPI, des directeurs des centres d'enseignement et d'apprentissage et des bibliothécaires, il y a des façons d'autogérer l'établissement et la tenue des listes d'intervenants.

Pour en savoir davantage sur les modèles réussis de services partagés en milieu universitaire, consulter les travaux d'OCUL/OCLS, du BCNet et les travaux récents

réalisés par le réseau de l'État de Californie.

### **Remerciements**

Au nom de Patrick Lyons de l'Université Carleton, Vivian Forssman et Peter Wolf tiennent à souligner le soutien direct des personnes et des organismes suivants :

- Blindside Networks (BigBlue Button)
- Université Carleton
- eCampusOntario
- Bob Gagne
- Lisa Grothier
- Luc Roy

## ANNEXES

### Annexe A : Tâches constitutives du projet

#### LANCEMENT DU PROJET

1. Discussion avec le promoteur du projet sur la mobilisation de l'équipe d'eCampusOntario.
2. Discussion entre l'équipe d'eCampusOntario, l'Université Carleton et les experts-conseils au sujet de la démarche de consultation proposée (sur Zoom meeting).

#### ATELIERS DE CONSULTATION : CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT

1. Examen des résultats du sondage sur les services partagés d'eCampusOntario, comme base d'élaboration de la phase de consultation.
2. Recherches sur les pratiques de services partagés en vigueur dans le secteur de l'enseignement supérieurs et en général; règlement de la question du [manuel sur les services partagés de Deloitte](#); élaboration d'un visuel pour illustrer les phases d'établissement des services partagés (version modifiée d'un des schémas de Deloitte).
3. Consultation avec eCampusOntario au sujet des organismes de l'Ontario offrant des services d'approvisionnement partagés et de la conception d'un visuel pour saisir cette information.
4. Élaboration d'un diaporama destiné à mettre en évidence : (1) les résultats du sondage; (2) la situation actuelle en Ontario, et (3) les pratiques de services partagés.
5. Établissement, sur Google Docs, d'un scénario pour les ateliers et du calendrier à respecter entre la préparation des documents de présentation et la participation.
6. Tenue de deux séances de répétition (méthode de mise à l'essai des documents de présentation sur BBB, capacité de sondage, puis passage à Google pour une activité participative).

#### PROCESSUS DE COMMUNICATION AVEC LES INTERVENANTS ET D'INSCRIPTION AUX ATELIERS

1. Partage des listes de courriels CCVPA et OCAV d'eCampusOntario.
2. Tri des noms et premier envoi postal par l'Université Carleton.
3. Établissement des tactiques d'invitation par la poste :
  - a. Listes de VPA et listes de DPI par Lisa Grothier (Collège Saint-Laurent) et Luc Roy (Laurentien).
  - b. Envoi de courriels comportant un lien renvoyant vers Doodle pour permettre aux gens de choisir leur séance.
  - c. Envoi des premières invitations selon avec les documents d'informations.
  - d. Envoi d'un rappel la veille de l'événement accompagné des consignes de participation BBB.
4. Gestion des inscriptions (cela a été difficile parce que nous avons utilisé Doodle en version libre; il a fallu chercher l'adresse électronique et les rôles de tout le monde en enseignement post-secondaire sur le site Web des établissements avant que les inscriptions ne puissent être confirmées et que les invitations à la première réunion ne soient envoyées).
5. Vivian a participé par Skype à la réunion d'automne de l'OCCCIO et a donné des informations sur les prochaines webconférences.
6. Production du document d'information sur les services technologiques éducatifs partagés pour distribution aux participants

#### MISE EN PLACE TECHNIQUE :

1. L'Université Carleton a donné accès au Big Blue Button (BBB) par Blindside Networks.
2. Analytique des capacités et test des caractéristiques (séance de formation en ligne d'une heure avec soutien technique); besoin de conseils techniques supplémentaires par le soutien technique de Blindside Networks.
3. Mise au point par Blindside Networks de la page BBB pour faciliter l'accès à chaque webconférence.
4. Participation du soutien technique de Blindside Networks à chaque séance pour s'assurer que nous avons un milieu de travail efficace; dépannage sur place de participants ayant des problèmes de connexion.
5. L'option de participer par téléphone n'a été donnée qu'à la première séance; celle-ci a été abandonnée pour les séances subséquentes parce qu'elle entravait la participation à Google docs;

ANIMATION DE L'ATELIER :

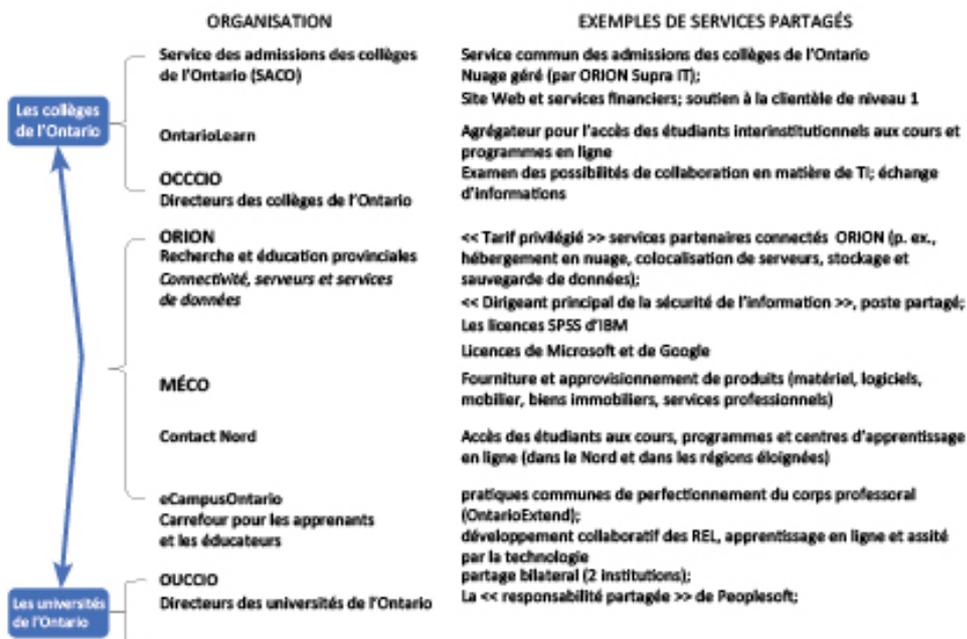
1. Quatre webconférences (les 20, 24, 26 et 28 nov.) ont été animées par 2 personnes; 76 participants ont représenté 37 établissements postsecondaires de l'Ontario.
2. Les problèmes de connectivité constatés au cours de la première séance ont été résolus pour les séances subséquentes.

SYNTHÈSE ET RAPPORT :

1. Analytique des réponses par Google Docs; regroupement des commentaires par thèmes.
2. Constitution de statistiques sur l'inscription et la participation
3. Constitution de matrices thématiques pour les services partagés sur : la gouvernance, les critères et les principes.
4. Rédaction d'un rapport préliminaire contenant des recommandations relatives aux technologies et aux regroupements, pour la suite des choses.
5. Examen du rapport final par l'Université Carleton et présentation à eCampusOntario.

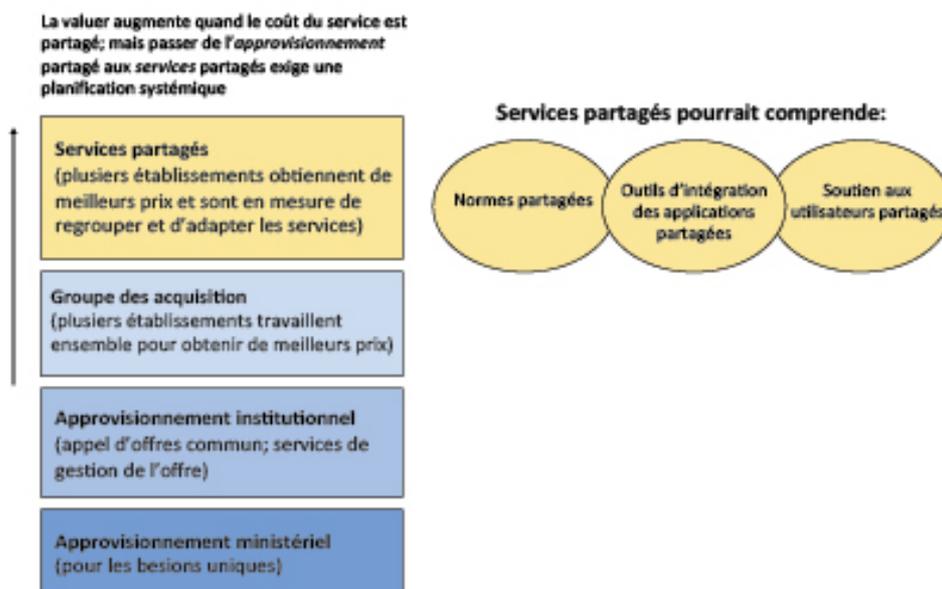
## Annexe B : Services partagés/collaboratifs en Ontario

### Services partagés/collaboratifs actuels en Ontario



## Annexe C : Que voulons-nous dire par Services partagés

### Ce que nous entendons par *Services partagés*



## Annexe D : Considérations relatives à la feuille de route

Continuer de recueillir plus d'informations (tout en commençant par un service partagé initial)

1. Obtenir de tous les participants un inventaire des technologies dans l'enseignement postsecondaire : cela pourrait se faire à la faveur d'un « événement » Google Doc; ce document serait ensuite complété par les DPI et les directeurs des centres d'enseignement et de formation. Un tel inventaire des technologies intégrées permettra de dégager des points communs, des lacunes, etc., qui aideront à prendre des décisions et à établir des priorités dans le long terme.
  2. Organiser une discussion exploratoire avec les directeurs de l'enseignement et de l'apprentissage et des services aux étudiants sur les outils susceptibles d'appuyer au mieux l'apprentissage par la pratique (expérience et en cours d'emploi).
- A. « Articulation » des services partagés
1. Désigner un partenaire opérationnel et un chef de projet eCampusOntario.
  2. Mettre sur pied un comité de la gouvernance chargé d'établir des priorités et d'assurer la gouvernance dans la durée (comité constitué de directeurs de l'enseignement et de l'apprentissage ainsi que de DPI); la gouvernance doit être actuelle et inspirée des « autres services partagés que les communautés ont trouvés fructueux ».
  3. Constituer un comité technique (composé de DPI) chargé d'évaluer l'approche « en nuage » et l'approche par centres de données, la meilleure devant être à la base des services partagés, ainsi que de régler les problèmes d'intégration et de données.
  4. Recourir à un sondage concernant les services de sous-titrage et de transcription auprès de quelques établissements très intéressés (comprenant, idéalement, un établissement bilingue dès le départ) et lancer un projet pilote; modifier les processus; dans un délai de 24 mois, déployer massivement la formule (utiliser la feuille de route élaborée pour BCNet Kaltura comme plan directeur).
- B. L'« innovation » dans les services partagés
1. Créer un environnement de test pour mettre à l'essai les outils destinés à favoriser la réussite des élèves (évaluation par les pairs, portefeuilles, auto-édition dans Wordpress) et inviter l'équipe de conception de l'expérience d'eCampusOntario.
  2. Inviter un groupe de travail à se renseigner davantage sur les possibilités de recourir à la RV/RA et aux laboratoires virtuels.
  3. Inviter les équipes de la BCcampus Sandbox et de la BC Open Education Technological à élargir les approches de partage avec l'Ontario.
  4. Se servir de l'environnement de test comme façon de centraliser les la mise en commun des pratiques judicieuses et des cas d'utilisation des technologies éducatives.
- C. L'approvisionnement partagé pour des gains rapides
1. Suite Adobe Creative
  2. Lancer des DP ouvertes (afin que d'autres établissements d'enseignement supérieur puissent tirer parti de l'achat ou de

l'abonnement aux applications/outils).

D. À plus long terme

1. Envisager d'adopter un SGA commun (au moins dans le système collégial ou régional) pour obtenir des avantages d'après le modèle des collèges californiens (article de Michael Feldstein).

Les avantages découlant des services partagés sont relativement plus importants pour les collèges et les petites universités.

## Annexe E : Consignation des commentaires formulés lors de la webconférence

Les commentaires formulés lors de la webconférence ont été regroupés par thème et par fréquence de formulation. Les thèmes sont classés par ordre décroissant de fréquence des commentaires (soit de ceux présentant le plus d'intérêt à ceux en présentant le moins) selon la nomenclature d'origine (en anglais).

ORG	Il y a de nombreux fournisseurs en Ontario - avec qui doit-on travailler?	5
SUPP	Comment partager le soutien technique	5
CIDP	Établissement des priorités	4
NUAGE	Renoncer aux centres de données et opter pour l'infonuagique	4
INV	Obtenir un inventaire des outils actuellement utilisés	4
STU_EXP	Améliorer l'expérience des étudiants	4
OPT	Adhésion	3
PIL	Projet pilote/environnement de test	3
MÉTA	Métastrategy? (selon l'article de Feldstein) - p. ex., SGA	3
DONNÉES	Problèmes liés à l'intégration et à la sécurité des données	2
COÛT	Réalisation des avantages budgétaires	2
DIV	Diversité des institutions	2
CdP	Partage des pratiques	2
RL	Langue/bilingue	1

### Commentaires sur le contexte et les services partagés

À titre de référence :

- 1) Diapositive illustrant les [actuels services partagés et collectifs en Ontario](#)
- 2) Diapositive illustrant tous les [éléments pour lancer les services partagés](#)

Exemples de la façon dont les services partagés fonctionnent en Colombie-Britannique

1. BCcampus Sandbox – lieu de mise à l'essai des outils. Si le niveau d'adoption est suffisant, l'outil est transféré à BCNET pour approvisionnement partagé.
2. [BCNET Kaltura](#) (hébergé à l'UBC pour tous les établissements de la Colombie-Britannique qui acceptent de s'inscrire).
3. [Open Ed Tech Community](#) – Mise en commun de pratiques sur les plans technologiques et pédagogiques pour les environnements libres, comme Wordpress.
4. Exemple d'une approche systémique à « but commun » (California

Community Colleges) [Towards Operational Excellence at Student Success](#)  
deMichael Feldstein, e-Literate, 27 nov.

L'Université d'Ottawa est soumise à un impératif de bilinguisme.	RL
La participation à des services partagés sera-t-elle obligatoire? Ou les établissements pourront-ils choisir? (allusion à l'adhésion à Lynda.com),	OPT
Si nous adoptons un service partagé et que nous nous rendons compte plus tard qu'il n'est peut-être pas approprié pour nous, je crains que nous ne soyons contraints d'en rester là. Ne faudrait-il pas donner la possibilité d'adhérer et de se retirer?	OPT
Le fait de ne pas participer augmente-t-il les coûts pour les participants restants?	OPT
Il est essentiel que l'adhésion/non adhésion soit libre.	OPT
J'espère que les établissements pourront mettre à l'essai diverses offres de services ou ressources partagées avant de devoir s'engager officiellement.	PIL
Cela ressemble à une idée à tester dans un « bac à sable » - cela devrait être la première phase.	PIL
Environnement de test partagé devant permettre aux professeurs d'avoir accès aux technologies lorsqu'ils étudient une adoption possible dans leurs cours ou leurs classes.	PIL
Le concept de services partagés semble très idéaliste, compte tenu de la grande diversité du milieu postsecondaire en Ontario. J'estime que, pour faire avancer cette initiative, on pourrait commencer par des services partagés axés sur les services les plus simples. Par exemple, le sous-titrage des vidéos est un service relativement simple qui fait en grande partie appel à l'intervention du personnel de l'établissement plutôt que des étudiants; ce pourrait donc être un bon service à envisager au départ.	DIV
La prestation partagée sera-t-elle adaptée aux établissements de différentes tailles?	DIV
Je trouve préoccupants les futurs coûts associés à une participation continue. Même Lynda.com n'est assortie que d'un engagement de trois ans. Nous risquons de mettre la table pour un grande déception advenant la disparition des services.	COÛT
Il ne faut pas oublier que cela pourrait ne pas toujours mener à des économies de coûts - nous avons constaté que, dans bien des cas, nous sommes en mesure de négocier de meilleurs coûts que le service de négociation du consortium	COÛT
Est tout à fait logique pour partager les pratiques exemplaires les uns avec les autres - comment pourrait-on le faire efficacement?	CdP
J'ai l'impression que nous consacrons beaucoup de temps et d'énergie à étudier des produits que d'autres collèges utilisent. Si nous optons pour des services partagés, nous pourrions nous servir des preuves recueillies par d'autres pour nous tous en tant que groupe.	CdP
Quels types de technologie éducative toucheraient les étudiants? Pouvez-vous donner des exemples? Comment faire participer les étudiants à ce processus? Évaluation par les pairs, portefeuilles, autopublication sur WP, etc. Pour une raison quelconque, l'apprentissage par l'expérience n'a pas été mentionné dans les réponses au sondage. Cela semble être une occasion ratée. N'est-ce pas l'exemple d'une technologie éducative qui est à l'horizon, mais qui n'est pas très présente à l'heure actuelle?	STU_EXP
La liste des priorités ne s'adresse pas aux étudiants. Je suis d'accord avec cette affirmation. Trop d'attention est accordée aux priorités dictées par le corps professoral/l'établissement Bonne remarque. Si la technologie est destinée à servir les étudiants, il faudrait qu'ils aient une voix.	STU_EXP
Convenir de la priorité absolue accordée aux étudiants; nécessité d'adhérer à l'esprit d'eCampus en ce qui concerne les pratiques éducatives libres.	STU_EXP

Qu'en est-il d'une plateforme d'apprentissage par l'expérience partagée? Encore une fois, certaines écoles ont déjà cela. Y a-t-il moyen de réduire les coûts par le partage? Il est très intéressant que les étudiants puissent passer d'une école à l'autre tout en conservant le même profil (et le même programme d'études).	STU_EXP
Comment les produits de formation-enseignement seront-ils déterminés?	CIDP
Y a-t-il moyen de déterminer quels services potentiellement partagés ont le plus d'impact sur la relation coûts-avantages?	CIDP
Est-ce une solution universelle? Les services prioritaires énumérés pourraient exiger l'adoption d'approches très différentes (licences de consortium, et accès partagé)	CIDP
Je pense qu'il est important de mettre l'accent sur des services universels, sans distinction et d'établir clairement en quoi ils consistent. Ce genre de services sont plus faciles à adopter en tant que services partagés.	CIDP
Peut-être des données préliminaires sur la façon dont les établissements utilisent ces technologies efficacement (p. ex., le Lynda.com Casebook)?	INV
Il sera important de dresser l'inventaire des services partagés existants pour ne pas réinventer la roue et fragmenter l'environnement. Je veux dire que ces technologies peuvent dépendre d'autres services partagés (p. ex., gestion de l'identité) et que nous devons être cohérents dans la façon dont nous créons ces éléments d'infrastructure communs sous-jacents.	INV
Un inventaire serait un excellent point de départ. Serait-il utile de définir les technologies éducatives? Ce qu'elles englobent et comment sont-elles définies? Comment les services partagés fonctionneraient-ils dans le cas de technologies de l'éducation adaptées aux établissements, comme le Système de gestion de l'apprentissage (SGA)?	INV
Il serait également important de dresser un inventaire des fournisseurs qui jouent déjà un rôle important dans les exemples qui ont été mentionnés; par exemple, plusieurs établissements qui utilisent déjà des services de soutien aux utilisateurs 24 heures sur 24-7 jours sur 7 (p. ex., services de bureau de service) assurés par les fournisseurs. De plus, SACO est également un joueur dans cet espace de soutien aux utilisateurs.	INV
J'aime beaucoup l'idée d'un espace partagé pour les outils SSOBL, comme WP, BBB, etc.	NUAGE
Nous devrions nous miser sur un nuage privé de l'Ontario Higher Education et cesser d'avoir nos propres centres de données.	NUAGE
Je pense qu'il sera plus facile de gérer et de soutenir le passage à la technologie en nuage partagée. Pour ce qui est des services offerts par les centres de données, les services partagés représentent un défi.	NUAGE
La majorité des services que nous utilisons passent au nuage. Ce ne sont pas toujours les utilisateurs, mais aussi les fournisseurs. Il peut être nécessaire de faire preuve de souplesse et d'offrir de multiples solutions. Pas une seule solution dans un cadre de services partagés pour répondre aux préférences, à l'expérience, au désir, etc.	NUAGE
Question : Quel problème voulons-nous résoudre? Pour l'approvisionnement, nous avons le MÉCO La plupart des universités travaillent déjà en environnement Wordpress pour enseignants, alors on ne sait pas trop ce qu'un environnement partagé offrirait.	ORG
Trop d'organisations font la promotion de services partagés : ORION, eCampus Ontario, Ontario Learn, Contact Nord de même que MÉCO et SACO. - Je suis d'accord avec cette affirmation. - Je suppose que le nombre d'organisations qui proposent des services partagés donne à penser qu'il faut quelque chose pour servir toutes les institutions. Il n'y a peut-être pas assez de services partagés, mais nous ne devrions pas non plus répéter les efforts.	ORG

<p>OCCCIO a réalisé d'importantes économies en tirant parti des services partagés existants pour économiser sur les licences de logiciels (Microsoft).</p> <p>Nous avons uniquement examiné les coûts de réalisation de l'analyse (pas du projet) pour consolider les PIU, et c'est déjà extrêmement intimidant. Ce n'est super pour ceux qui auront beaucoup de personnalisation à faire (p. ex., à cause du bilinguisme).</p> <p>Les coûts de gestion du changement pour des choses comme un SGA sont astronomiques et doivent être pris en compte dans toute analyse de rentabilisation.</p>	ORG
<p>Il y a probablement de bonnes leçons à tirer des initiatives (PIF d'Archibus, KCC et OCUL-FC).</p>	ORG
<p>Il faudrait que je comprenne la proposition de valeur. Nous avons déjà SACO, ORION, le MÉCO et d'autres qui essaient tous d'établir un service partagé - je suis d'accord avec cela.</p> <p>Les services partagés démarrent également à partir de nos partenaires fournisseurs au fur et à mesure qu'ils évoluent pour devenir des organisations SaaS. Prenons l'exemple d'O365 de Microsoft. Qu'est-ce que ces autres groupes n'offrent pas actuellement?</p>	ORG
<p>Je trouve déconcertant le fait que nous sommes une quarantaine d'établissements à reproduire des logiciels et des services liés à nos environnements en ligne (SGA). Les coûts annuels des licences sont à eux seuls horribles... sans parler du fait que la plupart d'entre nous font essentiellement la même chose en matière de soutien et de formation.</p> <p>Pourquoi ne pouvons-nous pas chercher à centraliser tous ces services tout en maintenant l'individualité au moyen de cas distincts? Fondamentalement d'accord!</p>	MÉTA
<p>Je vois cela comme une norme pour les technologies utilisées en éducation en Ontario. Le partage d'un service particulier se traduirait par une expérience technologique plus normalisée entre les universités, ce qui pourrait rendre le cours attrayant pour les apprenants en ligne qui pourraient avoir peur de suivre un cours en raison de la technologie.</p> <p>En plus des services partagés, il serait bon, si possible, d'avoir des ressources partagées (p. ex., financement des développeurs pour créer un service qui n'existe peut-être pas actuellement).</p>	MÉTA
<p>J'aime l'idée d'utiliser notre pouvoir d'achat combiné. J'aime aussi le fait que nous puissions peut-être tirer parti des talents combinés dans le sens vertical pour éventuellement faire avancer certains dossiers en réinventant (<i>sic</i>) la roue. J'espère que les gens prennent au sérieux l'occasion qui leur est proposée et qu'ils seront ouverts à apporter d'éventuels changements au sein de leur organisation pour profiter de nouvelles possibilités.</p>	MÉTA
<p>La sécurité des données et la protection des renseignements personnels en vertu des accords d'utilisation d'edtech sont préoccupantes.</p>	DONNÉES
<p>Il faudrait un processus quelconque pour faciliter la protection des renseignements personnels, des données et des outils externes - Une EFVP à l'échelle de l'Ontario serait utile.</p>	DONNÉES
<p>Je suis d'accord que la principale valeur des services partagés réside dans l'accès à une vaste gamme de services de technologies éducatives et dans les coûts de ces services. Nous sommes un petit collège et nous n'avons pas l'expertise ni les budgets pour mettre en œuvre une vaste gamme de services. Pour commencer, je me concentrerais sur les plateformes logicielles partagées, pas nécessairement sur le soutien au départ. c.-à-d. sur des plateformes en nuage. Je pense que le soutien du corps professoral doit se faire au plus près des utilisateurs, du moins au début.</p>	SUPP
<p>Je suis tout à fait d'accord avec l'idée de partager le soutien technologique, mais comment pouvons-nous aussi nous occuper des particularités et des caractéristiques contextuelles ainsi que des institutions et des besoins individuels. L'équilibre entre un soutien partagé qui exige une certaine normalisation et une certaine souplesse pour des contextes particuliers.</p>	SUPP
<p>Un soutien technologique partagé serait utile, surtout pour les groupes qui comptent peu d'employés, mais il serait utile de savoir ce qui existe. De plus, qu'en est-il de l'avance sur les besoins en matière de technologies et de soutien? L'infonuagique est très utile.</p>	SUPP
<p>Le soutien technologique partagé est intéressant. Je pense qu'il sera important d'assurer des services bilingues. J'appuie l'idée de l'adhésion volontaire. Le soutien à la formation sera également essentiel, surtout pour les petits établissements.</p>	SUPP

Il serait utile de pouvoir compter sur un soutien partagé, moyennant un ensemble approprié de principes et de gouvernance.	SUPP
Les services partagés semblent être une mauvaise idée pour quiconque travaille pour le gouvernement fédéral. Songez à ce qui se passerait si un projet échouait.	
IL faut craindre la dissolution du consortium après une adhésion complète du corps enseignant et du personnel?	
Comment les accords existants seront-ils traités?	
Les services partagés semblent être une mauvaise idée pour quiconque travaille pour le gouvernement fédéral. Il faut envisager la possibilité qu'un projet échoue.	
J'adore que vous utilisiez Google Docs!	
J'ai trouvé un peu décevant que, dans les structures existantes, la TI est perçue comme un obstacle à la vérification de la sécurité. Je m'attendrais à ce que la cybersécurité soit également un incontournable de tout service partagé.	
En ce qui concerne la discussion sur l'élimination de la TI en raison de son accent sur la sécurité de l'information. Notez qu'il pourrait ne pas être possible d'éliminer les TI, car elles devront tout de même intégrer toute nouvelle solution.	

## 2. Commentaires sur les résultats partagés du sondage

Qu'est-ce qui vous a surpris dans les résultats du sondage? Quels sont les principaux messages? Qu'avons-nous manqué?

Quelles étiquettes ont été utilisées pour l'échelle de trois points concernant les technologies candidates? (n'ai pas vu le sondage)
Je pense que les services de sous-titrage seraient très faciles à obtenir pour un modèle de services partagés.
À mon avis, la surveillance virtuelle devrait figurer en tête de liste. C'est un service qui coûte cher et je pense que cette formule sera de plus en plus déployée auprès des étudiants au cours de la prochaine décennie en Ontario. Cependant, je me rends compte qu'il y a beaucoup de fournisseurs dans cet espace et qu'à cause de l'abordabilité de la technologie, ce champs d'activité est assez fluide. Donc, la négociation des prix et de services partagés pour plus d'un service de surveillance virtuelle pourrait être une idée intéressante.
Les différences entre les laboratoires virtuels et les simulations virtuelles ne sont pas claires.
Je suis un peu surpris que les produits et services vraiment coûteux ne le soient pas davantage, comme le SGA, les portefeuilles, la gestion médias, la captation des cours et d'autres outils.
Et ces technologies (voir ci-dessus) sont plus faciles à mettre en œuvre dans un environnement partagé.
Où les services partagés. seraient-ils moins utiles? Je m'interroge sur la diffusion vidéo et audio en continu, par exemple.
Est-ce une solution universelle? Les services prioritaires énumérés pourraient nécessiter des approches très différentes (licences de consortium, et accès partagé).
Mon point de vue : les faibles priorités de déploiement visent à éliminer les obstacles à l'entrée; les grandes priorités en matière de participation visent à réduire les coûts ou à marchandiser des services; les services de base ne sont pas des éléments différenciateurs pour un établissement et peuvent donc être partagés.
Quand je songe aux outils de création de l'apprentissage en ligne (classés au 10 <sup>e</sup> rang sur la liste), il y a quelques produits caractéristiques pour lesquels il serait fantastique de partager les prix -- par exemple, Adobe Creative Cloud.

Quels sont les points communs ou les différences entre les collèges et les universités?
Motivations : réduction des coûts, accès à des outils que nous n'avons pas, accès à des outils dans lesquels il ne serait pas justifier d'investir parce qu'ils sont hyper spécialisés, mais qui pourraient être très utiles
On aimerait voir cette liste ventilée entre les collèges et universités, les collèges et les universités ne s'alignent pas toujours en raison de la philosophie de l'enseignement.
Motivations - comprennent les contraintes d'espace, le virtuel offre des occasions de s'affranchir des restrictions d'espace actuelles; possibilités de stages - limites; lancement difficile - perfectionnement requis, connaissances du corps professoral;
Quels sont gains rapides peuvent nous apporter un système?
Qu'avons-nous manqué - Commentaires des étudiants.
Je me demande si nous ne pourrions par nous intéressé à un outil d'intégrité, par exemple, comme projet pilote de service partagé. Cette catégorie et son déploiement sont hautement prioritaires. Je suppose que la plupart des institutions qui ont déployé ce logiciel utilisent Turnitin.com, alors le produit commun pourrait signifier qu'il s'agit d'un point de départ facile parce que nous n'aurons peut-être pas à négocier sur quel outil l'utiliser.
Certains éléments de la liste sont plutôt peu coûteux pour les organisations lorsqu'il y a d'autres défis « coûteux » comme les services Internet et les coûts d'Internet qui pourraient avoir une vraie incidence
Motivations : comment pouvons-nous créer un apprentissage engageant, individualisé, en rendant l'expérience en ligne tout aussi <i>valable</i> que l'expérience face à face - en plus de l'ouverture à la technologie des différents ministères, ou les attentes qu'ils ont à l'égard de la prestation d'une expérience immersive.
Dans les dix premiers, l'accent semble être mis sur la conformité et/ou la surveillance. Question de suivi : À quoi ressemblerait la solution de rechange? Ouvert ? Outils d'enseignement et d'apprentissage?
Compte tenu de la priorité accordée au <b>service de sous-titrage, je pense que l'accessibilité</b> est un message important à faire passer, surtout la mise à jour du contenu des cours qui doit être accessible et la nécessité de payer pour toutes ces mises à jour.
Il y a toujours un « effet de mode » lorsqu'on détermine les priorités en matière d'adoption de produits prévue.
Les services à volume élevé et à faible différenciation sont une carotte. Un autre type de services, ceux qui sont extensibles/émérgents comme l'environnement de test (bac à sable), est attrayant pour différentes raisons.
Je vois cela comme un élément lié à la solution et comme un coût, mais il pourrait aussi y avoir un véritable élément de service ici.
Heureux de voir les services de sous-titrage et de transcription en tête de liste! Oui, nous le faisons tous, mais il est un peu difficile de conclure des ententes avec les fournisseurs de services et de maintenir un bon service de qualité pour les mandats de petite comme de grande envergure, de même que pour un travail à échéances serrées, en espérant que l'approvisionnement provincial y contribuera. Nous sommes également ravis de constater que les simulations et les environnements d'apprentissage virtuels suscitent un tel intérêt.
Nous sommes heureux de voir la RA/RV dans les cinq premiers. Espérons que la mise en commun de ce type de service le rendra plus accessible.
Il semble qu'une partie du message soit que les institutions sont plus disposées à envisager des technologies qui ne sont pas aussi mûres dans leur propre organisation. Les technologies émergentes sont toutes deux risquées, mais elles peuvent aussi offrir le plus de possibilités.
Certains des résultats peuvent être en grande partie fonction du choix du moment - p. ex., de plus en plus de gens choisissent la webconférence et/ou la diffusion vidéo en continu il y a quatre ou cinq ans et, de nos jours, de nombreux établissements disposent de tels systèmes.
Il est intéressant de voir dans le top 5 un assortiment de produits faciles à mettre en œuvre, comme le sous-titrage, ainsi que des technologies plus émergentes comme les simulations et la RA/RV.

Absence d'outils d'apprentissage par l'expérience ou mention de toute autre technologie ou de tout autre outil axé sur la carrière.
Tout cela concerne les outils et, à terme, à une pratique d'approvisionnement. Qu'en est-il de l'élaboration de pratiques de mise en œuvre de services partagés, de l'échange de données et de l'intégration? On parlerait alors de service partagé, plutôt que d'un club d'achat en gros. L'amélioration de la littératie numérique est une base importante dont il faut tenir compte.
Personnellement, je suis surpris que la publication numérique ou le stockage de données ne figurent pas en tête de liste?! *Peut-être que le domaine de l'édition est davantage perçu comme relevant de la bibliothéconomie.
D'accord avec le commentaire sur les outils pratico-pratiques (axés sur l'emploi et sur l'expérience) et sur le fait qu'ils n'apparaissent pas dans la liste.
Il faudrait peut-être s'arrêter aux solutions qui seront couronnées de succès (celles à faible risque) pour ce qui est des avantages. Il faut gagner la confiance des gens dès le début. Si nous faisons quelque chose d'autre et que nous échouons, nous n'irons pas plus loin.
On ne sait pas exactement en quoi les services partagés aideront la diffusion audio/vidéo en continu... il faut y penser.
La diffusion audio/vidéo en continu pourrait ressembler à celle d'un YouTube de l'Ontario, la diffusion de vidéos en continu (en classe/en groupe) étant réservée aux établissements qui ne sont pas ouverts sur le monde. Utile dans les cours en ligne et les cours mixtes.
Je pense vraiment que le contrat partagé pour la surveillance (des examens) à distance pourrait être d'une grande valeur et j'espère qu'il viendra peut-être un peu plus loin dans la liste. Également les écussons électroniques et RA/RV.
L'une des raisons pour lesquelles vous pourriez voir un grand intérêt pour quelque chose comme l'accessibilité (transcription) est que nous devons tous le faire pour nous conformer à la LAPHO. Ceux qui sont partis plus tôt pourraient ne pas être satisfaits de leur solution.
Je me demande si les résultats du sondage diffèrent en fonction du rôle principal du répondant au nom de l'établissement.
Des intérêts en commun, mais il y a un équilibre avec nos priorités institutionnelles... Je me serais attendu à ce que les outils de webconférences et de collaboration arrivent un peu plus haut dans la liste. De plus, je suis surpris que les titres de compétences numériques et la chaîne de blocs numériques arrivent si bas, étant donné qu'il s'agit d'un aboutissement majeur pour les établissements.
Il est étonnant de voir que les principales priorités soient en quelque sorte accessoires pour les établissements, et qu'elles ne soient pas des services de base essentiels, comme le SGA. Question de suivi : quel est le besoin selon vous? Dans les services de base ou dans les services de technologies plus innovants, susceptibles de comporter plus d'obstacles à la mise en œuvre. Je dirais que les établissements sont à la recherche de services innovants pour remplacer les services « de base » existants. Merci! Les services de base doivent également être adaptés en fonction de chaque établissement – ne faudrait-il davantage question de faire ce travail individuellement? Il serait intéressant d'examiner l'exemple de la Californie avec Canvas
L'impression de devoir agir et le fait de déjà disposer de la technologie agissent en sens inverse, parce que l'intérêt pour un service partagé diminue si la technologie a déjà été déployée, sauf si l'on craint une éventuelle escalade des coûts (p. ex., avec l'anti-plagiarisme).
Je ne suis pas surpris des résultats. Ils sont directement liés aux objectifs de conformité à la LAPHO et d'apprentissage intégré au travail - des priorités clés dans nos établissements. Il s'agit de gros éléments que nous nous efforçons de déployer de façon saine.
Je pense que le rôle des participants influe peut-être sur les résultats. Cela dit, je n'ai pas été surpris par les résultats. Les normes d'accessibilité sont importantes, car elles reflètent le premier élément des résultats. Je pense qu'ils reflètent également les coûts. Certains de ces services sont coûteux et, avec des services partagés, certaines initiatives et certains logiciels pourraient être plus accessibles et plus logiques pour les petits établissements.

Il n'y a pas eu de vraies surprises, dans le sondage. Cela m'a aidé à comprendre la position de mon collègue par rapport aux autres. Dans certains cas, nous sommes en retard, et dans d'autres, nous sommes très en avance!! Les exigences de la LAPHO sont importantes et je suis heureux de constater qu'il s'agit d'une grande priorité.

Dans l'ensemble, les résultats du sondage indiquent que le système collégial qui cherche à fournir un niveau de base de services et de services partagés ne devrait pas avoir pour but de procurer un avantage concurrentiel à un établissement par rapport à un autre. Nous cherchons également par-là un moyen de contrôler et, idéalement, de réduire nos coûts. Par exemple, le sous-titrage codé est une chose que nous devons tous faire et qui n'offre pas d'avantage concurrentiel à un établissement.

Je suis d'accord avec les produits et la technologie qui sont disponibles à ce jour, s'ils sont déclarés, nous aurons une réponse plus complète au sondage.

Certains résultats démontrent également le manque de connaissance de certaines technologies, mais le sentiment qu'elles seront importantes dans un avenir rapproché en éducation, d'où l'intérêt pour que ces technologies moins utilisées fassent désormais partie des principales priorités dans les services partagés.

Dans certains cas, nous voulons simplement partager des solutions et ne pas nécessairement les offrir dans un environnement traditionnel de services partagés. Il est très avantageux de ne pas avoir à effectuer toutes les recherches sur un nouveau sujet et d'acheter simplement quelque chose en fonction des recherches des autres.

Il serait intéressant de comparer les plans actuels et futurs.

Différence entre le déploiement et l'utilisation.

### 3. Critères de prise de décisions

Sur quels critères vous êtes-vous appuyés pour décider d'une réponse à la question du sondage? Quels autres critères devraient être utilisés pour décider quelles technologies doivent être partagées?

Beaucoup conviennent que les services de sous-titrage et de transcription sont hautement prioritaires en raison des exigences en matière d'accessibilité.

OUTIL/SERVICE	Critères
Sous-titrage/transcription	Accessibilité et conformité
Intégrité universitaire	CdP : corps enseignant; réduction des coûts
Collaboration en ligne	Avantage pour les étudiants
SGA	Nombre d'étudiants touchés? Réduire les coûts - s'agit-il d'une approche axée sur les collèges?

	Nombre d'étudiants touchés? Innovation pédagogique? Avantage pour les étudiants? Facilité de mise en œuvre? Solution de facilité?
--	---

J'ai voté en fonction des besoins les plus pressants de mon organisation. Peut-être devrions-nous envisager la tenue d'un sondage sur les organisations qui ont actuellement de la difficulté à établir des priorités parmi les plus importantes?
J'ai décidé en fonction de ce que je considère comme une lacune dans mon établissement. Nous disposons de divers outils pour le sous-titrage et la transcription - ils ne sont pas parfaits, mais nous les avons. Le logiciel d'intégrité universitaire est destiné à combler un besoin.
J'ai voté en fonction des besoins actuels de notre établissement.
Tout d'abord, je pense que, pour marquer des points rapidement, nous devrions essayer de choisir une technologie assez simple pour que les chances de succès soient élevées dans le déploiement d'un modèle de services partagés.
Il s'agit de la seule technologie candidate comportant une composante obligatoire/législative.
J'ai voté en fonction d'un service que nous n'aurions probablement pas les moyens de nous offrir seuls.
Probabilité de réussite élevée; incidence immédiate et importantes répercussions pour les étudiants et le corps professoral; faible complexité de la mise en œuvre. Également nécessaire pour la conformité (transcription) – synonyme de participation universelle (tous les choix sont facultatifs) NB : On peut avoir des critères différents pour d'autres types de priorités - p. ex., diminution du risque et du coût pour quelque chose de nouveau/non éprouvé
Les facteurs et les critères à prendre en considération devraient être ceux qui permettent le mieux de réduire les coûts et les obstacles à la participation et d'accroître l'accès.
De nombreuses institutions n'ont peut-être pas déjà une solution claire à ce problème.
Les critères pourraient comprendre le choix de technologies que les petits établissements ont plus de difficulté à déployer eux-mêmes. Par exemple, des services partagés autour de solutions de SGA de haut niveau seraient formidables!
Quelque chose qui fonctionne de la même façon pour la plupart des établissements et qui se prête à des solutions normalisées, comme le sous-titrage.
Semble être le service le plus facile à externaliser
Plus facile à gagner, mais aussi susceptible de réussir.
Les problèmes de conformité peuvent déboucher sur une exigence. Par exemple, la LAPHO peut alimenter la nécessité d'offrir des services de sous-titrage.
Il faut commencer par des éléments qui sont indépendants du SGA puisque nous avons tous des systèmes différents.
Les services les plus couramment utilisés dans la plupart des campus. Je suis d'accord — c'est le meilleur rapport qualité-prix!
Besoin le plus important dans l'ensemble d'un établissement - éducation et autres.
Le plus facile à mettre en œuvre à l'échelle de la province (p. ex., pas trop d'outils à prendre en considération et pour lesquels prendre des décisions).

Ce qui aurait le plus d'impact – On ne peut améliorer ce qu'on ne mesure pas. Je suis d'accord! Faire un suivi. Comment mesurons-nous le succès et les répercussions d'un projet? Le nombre d'étudiants touchés? L'innovation pédagogique? L'utilisation au sein de l'établissement? La facilité de mise en œuvre? Une carrière réussie? Passer à un poste correspondant au diplôme détenu?  
Excellente question de suivi : Tout à fait d'accord avec la nécessité d'orienter notre planification

Quelle option pourrait avoir le plus grand impact sur les étudiants?

On devrait pouvoir sélectionner « Aucune des options proposée ». Je n'ai pas trouvé de valeur rattachée aux services partagés dans le sondage. On devrait avoir une option « Autres ».

Nous avons choisi une technologie à partir de notre manque d'expertise à l'interne et du plus grand avantage pour les étudiants (avoir des laboratoires pour leurs qualités sur le plan de l'expérience vécue).

Le sous-titrage est également très important, car il répond à tous nos besoins en matière de solutions technologiques aux problèmes d'accessibilité des étudiants. Si nous commençons tous à utiliser les mêmes services, ceux-ci seraient-ils en mesure de répondre à la demande?

J'ai choisi les services de sous-titrage et de transcription pour les raisons suivantes :  
-C'est quelque chose qui ne peut pas vraiment se faire à l'interne, à moins que seulement un petit nombre de vidéos aient besoin de sous-titrage  
-La plupart des services ont une approche « plus vous achetez, plus vous économisez »  
-C'est quelque chose que nous devons faire pour nous conformer aux politiques découlant de la LAPHO

Pourquoi ne pas greffer aux autres institutions qui offrent déjà certains de ces services? Si nous ajoutions une clause à la DP selon laquelle d'autres établissements d'enseignement supérieur peuvent tirer parti de la même entente, cela faciliterait l'achat ou l'abonnement à ces applications ou outils.

Où sommes-nous en difficulté actuellement et où devons-nous investir?

Ce qui m'empêche de dormir la nuit actuellement (à part mes enfants)? L'absence d'outils de collaboration pour le travail en groupe! Comme quoi? Hypothes.is? Vidéoconférence? Prise de notes? Oui, tout cela. Les étudiants ont vraiment de la difficulté avec la collaboration en ligne pour le travail de groupe. Les forums laissent (sérieusement) à désirer. Absolument!!!!  
Il n'y a même pas moyen de faire un « Contrôle F » parfois pour l'historique du forum. Merci!

Les services établis sont une priorité (p. ex., sous-titrage, logiciel d'intégrité), car nous savons qu'il s'agit de technologies intégrées acceptées pour lesquelles le soutien et les licences sont répercutés sur la plupart des établissements. Ces technologies sont beaucoup plus faciles à partager, car elles sont mieux comprises et adoptées.

Répercussions pédagogiques les plus importantes - appuient les bonnes pratiques pédagogiques - les répercussions pourraient toucher un grand nombre d'étudiants ou avoir une grande incidence sur un petit groupe, p. ex., les francophones, PNMI - Ouvert d'abord dans la mesure du possible - exigences juridiques (p. ex., la LAPHO, etc.) - technologies émergentes dans lesquelles nous n'avons pas la capacité d'investir individuellement - outils extensibles, multiplateformes - conformes aux normes - mélange de technologies ayant une grande incidence sur les chiffres (pour les besoins du gouvernement) et une forte incidence sur d'autres choses, mais peut-être pas sur des millions de personnes.

Un gain rapide et facile qui offre une valeur tangible que beaucoup de gens pourraient utiliser sans trop de changement. On peut parler de solutions faciles à appliquer.

J'aimerais nous voir travailler ensemble sur un SGA!

- Bonne idée, mais je pense que ce sera l'un des outils les plus difficiles à déterminer. Tous ceux qui auront une licence D2L au cours des deux à trois prochaines années pourraient connaître un bon début. :-)
- OUI!!!!!!
- C'est une chose à laquelle j'ai beaucoup réfléchi. Il est tellement étonnant que les gouvernements provinciaux ne s'intéressent pas à cette idée. Oui, moi aussi!
- De la maternelle à la 12<sup>e</sup>, par l'entremise du ministère de l'Éducation; Oui, mais ce ne sont pas toutes les écoles qui utilisent le SGA financé par la province - très frustrant!
- La Californie l'a fait avec Canvas, adhésion optionnelle pour les établissements.

La Californie fait beaucoup en matière de services partagés. Nous devrions examiner comment ils s'y prennent.

Ce qui était faisable – une solution menant à une réussite rapide afin que nous puissions réitérer.

Disponible en anglais et en français. J'appuie cela!

Réfléchir au coût de production d'excellentes simulations virtuelles auxquelles les étudiants peuvent participer - notre mandat consiste à inclure davantage d'apprentissages simulés dans les programmes et les cours - les simulations virtuelles seraient également bénéfiques pour nos cours et programmes en ligne.

Obligations juridiques et éthiques (conformité à la LAPHO, droits de la personne de l'Ontario).  
C'est pourquoi le sous-titrage est si important.

J'ai choisi B. La raison est que c'est déjà déployé, et je cherche un meilleur prix, et voir si ecampus peut « livrer la marchandise » - j'aime cet argument.

Souci de l'accessibilité pour les étudiants; souci du coût et de la qualité de la transcription et du sous-titrage; le désir d'assurer un accès fiable à un service de haute qualité afin que le besoin de disposer de bons services de sous-titrage et de transcription ne ralentisse pas les étapes finales de la préparation des documents d'apprentissage en ligne (types de services pas toujours faciles à trouver).

Quelque chose qui sera très ciblé, avec des gains « graduels », moins d'obstacles à la « gouvernance ». Et contribuera à la réussite des élèves.  
Suivi : Quelles sont les caractéristiques des solutions faciles à appliquer. Voici une excellente question :-)- Contribuer à la réussite des élèves!

Coût élevé et plus grande incidence sur le plus grand nombre d'étudiants dans l'ensemble des établissements.

Le service sans beaucoup d'autres dépendances - le sous-titrage en est un bon exemple - doit également être conforme à tous les établissements.

Nous débutons en matière de RV/RA. Ce serait notre façon de procéder.

Ce que je n'ai pas encore.

L'adoption plus rapide de l'analytique de l'apprentissage pourrait bénéficier d'un plus grand apport d'idées et d'un plus grand soutien. Plus grande complexité du déploiement.

Je ne pense pas qu'un environnement de test pour les technologies de créneau ou hors pair devrait être un critère pour un service partagé moyennant un rendement sans doute moins élevé pour ce qui est de l'apprentissage par les étudiants - je suis d'accord avec cela

L'analytique de l'apprentissage exige une normalisation complexe des formats de données et de la gouvernance. La capacité de partager est un objectif de dépassement extrême. À OUCeL, nous avons eu une présentation sur les manières d'assurer un suivi de l'information sur les cours (c.-à-d. de l'information sur le programme de cours comme base) - c'était un bon point de départ.

Suivre la voie la plus aisée et la plus rentable pour l'investissement initial en sous-titrage – risque faible, incidence relativement élevée et pas encore disponible dans notre établissement

Ne choisissez pas des choses qui sont propres aux cours, aux programmes ou aux établissements. Vous ne réussirez pas.
Toujours disponible en français. Toujours disponible en français!
Accessibilité et adaptabilité.
Contribue-t-il ou appuie-t-il les pratiques à forte incidence? Est-ce utile pour les mesures et le suivi SMA?
Critères : Défi dans le déploiement, escalade des coûts, compétences.
Quelque chose qui devrait être utile à tous et assez simple à déployer à condition de pouvoir accueillir un certain nombre de systèmes et de types d'apports différents. Offrirait la même valeur à tous les participants.
Nous avons choisi un domaine qui est une nouvelle initiative pour notre établissement et qui exige beaucoup de ressources.
Plus complexe à mettre en œuvre, mais très efficace sur le plan institutionnel.
Traiter les mandats non financés.
Coûts et potentiel de collaboration, ainsi que soutien de l'approche et des besoins pédagogiques.
Pour un petit établissement, ça coûte.
Quelle technologie est la moins perturbatrice à déployer. Si la collaboration se situe principalement au niveau de l'approvisionnement, cela se traduira par une réduction des perturbations lors du déploiement dans les établissements. Suivi : Quelles sont les caractéristiques d'une technologie moins perturbatrice? Comment pourrions-nous alléger le fardeau des établissements du point de vue du déploiement? Fédération Canadienne d'accès?
Service universel (sans différenciation) commun à tous et répondant aux exigences de conformité.
Coûts, demandes des étudiants, exigences de la LAPHO pour les services de transcription. Aucun étudiant ne devrait être laissé pour compte parce que le collège n'a pas de services de transcription.
Utilisation à l'échelle de l'institution.
Les petits établissements comptant de multiples intervenants engagés dans l'activité, le coût et le soutien sont importants.
Les normes de contrôle de la LAPHO et la façon dont nous fournissons les services.
Soutenir l'engagement des apprenants et la qualité de leur expérience d'apprentissage.
Nous pouvons examiner des modèles de services partagés qui ne sont pas axés sur la technologie de l'éducation - ils sont probablement plus faciles à trouver. Leurs structures de gouvernance pourraient nous servir de leçons <a href="https://www.education.ie/fr/The%20Department/Public-Service-Reform/Education-and-Training-Sector-Shared-Services-Plan-2017-2020.pdf">https://www.education.ie/fr/The Department/Public-Service-Reform/Education-and-Training-Sector-Shared-Services-Plan-2017-2020.pdf</a>
La structure de gouvernance doit être holistique - approvisionnement, apprentissage et enseignement, personnel des bibliothèques
ORION est en train de formaliser notre structure de gouvernance pour notre CISO commun, ce qui concerne 5 universités et 3 collèges et nous prenons de l'expansion. Heureux de partager nos expériences à ce sujet - Éloïse

#### 4. Gouvernance

Quelles sont vos pratiques recommandées pour régir les services éducatifs partagés? Quels conseils avez-vous concernant la gouvernance?

À titre de référence, cette diapositive pourrait éclairer votre réflexion sur la feuille de route, avec ses éléments et ses [catégories](#) à prendre en considération pour la gouvernance des services technologiques éducatifs partagés.

Quel enjeu/possibilité de gouvernance?	Qu'est-ce qui pourrait fonctionner?
Il sera important de déterminer les intervenants organisationnels appropriés qui participeront au processus.	
Il est essentiel d'inclure non seulement les intervenants institutionnels, mais aussi le ou les budgets qui seraient touchés, particulièrement dans le cas d'une nouvelle technologie (p. ex., nous n'avons actuellement pas de budget pour le sous-titrage codé).	
La gouvernance peut refuser d'admettre l'échec	Soyez à l'affût d'un taux d'acceptation bien inférieur à 100 % et soyez prêt à abandonner les projets qui échouent ou qui sont retardés. Essayez d'obtenir un niveau d'adhésion de l'ordre de 60 %.
Comment assurer l'équité en fonction de la taille de l'établissement?	
Gérer les préoccupations relatives aux différences institutionnelles (collèges et universités, petits et grands établissements). Minimiser la politique. Décisions fondées sur les données.	
Les besoins pourraient changer/évoluer	Comment pourrions-nous utiliser le pouvoir de la taille du groupe pour faire pression en faveur de changements qui pourraient être nécessaires? Exemple - il peut y avoir une solution de rechange à la non-adhésion.
Des normes communes sont souhaitables, mais n'oubliez pas que les gens n'ont pas à adopter ce qu'ils n'aiment pas.	
Offrir des moyens de passer d'une norme à l'autre. Si vous ne le pouvez pas, c'est contraire à la norme	
La mise en œuvre d'un environnement de test peut s'avérer difficile ou inefficace selon la technologie (p. ex., sous-titrage codé comme technologie à tester en commun).	
Prévoir un cycle régulier de rétroaction et d'examen de tous les établissements participants.	
Il faudrait parler à TUC (TriUniversity Group of Libraries); collaboration fructueuse de longue date :-)	
Besoin d'un processus pour choisir des établissements pilotes, surtout s'il s'agit d'un service populaire; devrait-il y avoir un « fonds de mise en œuvre » pour les projets pilotes?	
Qui négocie les licences partagées? Comment les établissements sont-ils représentés? Qui appuie l'administration continue des permis, des contrats, etc.?	

<p>Vivian ici - je parlais de la BC Libraries Cooperative, qui offre des services partout au Canada aux petites bibliothèques universitaires et publiques - elle fonctionne comme une coopérative</p>	
<p>Examiner la structure de gouvernance de BCNET * BCCampus</p>	
<p>Peut-être devrions-nous songer à trouver deux ou trois solutions pour le même problème afin qu'il y ait un certain choix dans l'environnement de services partagés. Autrement dit, trouver deux ou trois solutions pour des services comme la transcription et laisser les gens choisir en fonction de leur situation particulière.</p>	<p>NOUS DEVRONS PEUT-ÊTRE DÉMARRER PETIT ET NOUS LIMITER À TESTER UN SEUL SERVICE OU UN LOGICIEL projet pilote! SI L'ON ADOPTE UNE VISION TROP LARGE, CELA RALENTIRA LES CHOSES ET NOUS N'Y ARRIVERONS PEUT-ÊTRE PAS. DÉSOLÉ POUR LES MAJUSCULES!</p> <p>Mais comme c'est très important, les majuscules sont appropriées.</p> <p>Avec certains services/technologies moins exigeants? Bonne idée pour offrir un choix. Il pourrait être plus difficile de négocier un « bon accord » si nous nous adressons à deux ou trois fournisseurs, mais cette idée aiderait à relever le défi du bilinguisme.</p> <p>Je pense que le logiciel d'intégrité universitaire pourrait être un bon point de départ. De nombreux établissements ont déjà déployé ce service (76 %), et je crois que la plupart utilisent Turnitin.com.</p> <p>Anonyme 8 h 12, 22 novembre</p> <p>Oui, il y a différentes définitions de ce qui est facile à appliquer, c'est certain. Il pourrait notamment être question de la complexité de la mise en œuvre ou encore des taux de déploiement actuels.</p> <p>UWindsor OpenLearning 8 h 16, 22 nov.</p> <p>Est-ce que les outils déjà déployés pourraient constituer des défis, étant donné les relations et les pratiques déjà existantes qu'il faudrait peut-être changer pour mobiliser davantage d'acteurs autour de ces solutions?</p>
<p>Mise à l'échelle par rapport à la nature des priorités et des capacités institutionnelles; les besoins en arts libéraux du premier cycle sont différents; dans un secteur où les universités disposent de ressources beaucoup plus abondantes; De plus, la culture du corps professoral est différente dans un contexte d'analytique de l'apprentissage. Résistance à la surveillance et à la monétisation plutôt qu'à la liberté universitaire, etc.</p>	<p>On a beaucoup appris sur la gouvernance du projet ORION Shared CISO. D'abord et avant tout, tenir des réunions en personne pour que les joueurs apprennent à se connaître... la gouvernance par courriel est extrêmement difficile au début.</p> <p>Excellent point</p>
<p>EXEMPLE : Les frais généraux de la coordination pluriinstitutionnelle risquent d'étirer les déploiements dans un environnement de services partagés.</p>	<p>Mettre à l'essai une technologie avec quelques institutions très intéressées; remanier les processus; puis la déployer à de nombreuses autres. Je suis d'accord – Il est difficile de manœuvrer un gros navire</p>
<p>En ce qui concerne les services qui sont déjà déployés dans certaines institutions, il serait intéressant de savoir si l'institution est satisfaite des solutions déployées.</p> <p>C'est un excellent point! Qu'en est-il de voir ce qui fonctionne déjà - les ressources qui ont déjà été testées en réel peuvent donc être mise à profit pour le grand groupe (plutôt que de réinventer la roue)?</p>	

<p>Il ne faut pas avoir peur d'aller de l'avant avec une coalition de volontaires pour ne pas tomber dans le travers du tout ou rien. La participation augmentera avec le temps à mesure que la valeur se concrétisera.</p> <p>Bon point. Il n'est pas nécessaire de conserver le même outil partagé indéfiniment. Si nous constatons que notre choix original ne fonctionne pas ou si quelque chose de nouveau se produit, nous pouvons toujours changer.</p>	
<p>EXEMPLE : Les services partagés pourraient compliquer les cycles d'adoption et de retraite de la technologie.</p>	<p>Établir des politiques d'adhésion ou de désengagement raisonnables qui n'auraient aucune incidence sur notre pouvoir d'achat</p>
<p>Il faut s'assurer que les gens sentent que leur voix est entendue!</p>	
	<p>Sur le bilinguisme... il pourrait y avoir une possibilité d'élaborer une politique provinciale sur ce qui est acceptable pour la communauté francophone (par exemple, une école ne peut pas traduire un service infonuagique, à moins que le service ne l'offre); mais pourrait-il y avoir une politique selon laquelle un service infonuagique uniquement en anglais serait acceptable si un programme de menus et de messages traduits était offert.</p> <p>De plus, y a-t-il maintenant un vide découlant de l'élimination du bureau provincial des services en français qu'eCampus pourrait (ou devrait?) combler.</p>
<p>À l'OCCCIO, nous avons constaté que tout le monde n'a pas besoin de participer... si vous avez un sous-groupe intéressé, cela peut quand même être une bonne chose et peut croître organiquement.</p>	<p>Être inclusif - ouvert à quiconque le souhaite; tout le monde devrait pouvoir participer - être d'accord avec l'échec déclaré en environnement de test ou lors de la phase pilote - ne pas mettre en œuvre simplement parce que nous y avons investi une année dans un projet pilote - le bilinguisme de l'outil et de son fournisseur devrait être hautement prioritaire.</p>
	<p>Cela prendra un certain temps et vous n'y arriverez peut-être jamais.</p>
<p>Obtenir un engagement à l'égard de la participation et des ressources pour la mise en œuvre. Je suis d'accord - c'est difficile avec toute la diversité.</p>	<p>Subventionner les coûts au départ. Offrir des incitatifs financiers aux établissements pour qu'ils investissent du temps administratif dans la planification de la mise en place, de la mise en œuvre et du soutien. Je suis d'accord - graisser les roues pour aller de l'avant libérera des ressources locales pour des choses qui fonctionnent et qui ont fait leurs preuves.</p>
<p>J'aime cela – effectuer une validation de principe en liaison avec une coalition de joueurs volontaires et à la hauteur. Réussir, puis passer à d'autres établissements.</p>	

<p>Trouver d'autres régions ou organisations qui ont bien fait cela, étudier et <b>appliquer les leçons apprises</b> (tant les réussites que les défis) en matière de gouvernance à cette initiative.</p>	<p>Il y a de nombreux consortiums régionaux provinciaux et nationaux de bibliothèques universitaires qui travaillent dans ces endroits et des endroits semblables. Cela comprend les modèles de gouvernance, les grilles et processus de sélection, les prix, la négociation et l'octroi de licences, la mise en œuvre technique, etc. Je suis d'accord – il y a beaucoup à apprendre des autres... Apprenez de ce qui ne fonctionne pas bien.</p>
<p>Consacrer le temps nécessaire pour en arriver à des principes de gouvernance communs et convenus que tous les membres qui ont l'intention de s'engager pourront appuyer.</p>	<p>Regardez les réussites existantes, comme celles du secteur des bibliothèques.</p>
<p>Si vous financez correctement, cela ne devrait pas poser de problème.</p>	
<p>Chaque demande devrait faire l'objet d'un comité directeur qui pourrait se pencher sur les questions de licences, de services, de mise en œuvre, etc. Je pense que tous les sous-comités seraient représentatifs de la communauté. Les recommandations peuvent être transmises directement à eCampus. Le bureau de service de niveau 1 est déjà offert à Buchanan par l'entremise du MÉCO.</p>	
<p>D'après les exemples antérieurs, rien ne prouve qu'une approche de consortium est toujours synonyme de plus de temps, etc., bien que cela puisse être plus complexe.</p>	<p>La réponse semble souvent être un facteur clé ou une quasi obligation, puis il y a la volonté et le soutien de l'administrateur principal.</p>
	<p>OCUL le fait, mais c'est « fragile ». La réussite est tout de même au rendez-vous. Suivi : Curieux de savoir pourquoi OCUL est considérée comme fragile et comment nous pourrions éviter ce problème. C'est simplement mon opinion et celle des bibliothèques universitaires peut différer, mais la diversité pour les organisations est un défi et les coûts permanents sont souvent contestés. Il y a peut-être une corrélation. Cela dit, je le répète, les résultats ont été et sont encore au rendez-vous.</p>
<p>Oui - il faut des rôles clairement définis ET qu'est-ce que les replis si un partenaire se retire - comment procède-t-on pour le reste?</p>	
<p>L'adhésion et la non-participation constituent un concept essentiel dans une province où les établissements</p>	
<p>Désolé, j'entends encore cela comme une occasion d'approvisionnement partagé</p>	<p>Pour régler ce problème et passer à un service partagé, il faudrait peut-être élaborer une trousse d'outils de mise en œuvre, un peu comme la façon dont Canarie a mis au point l'eduroam qui va fournir des plug-ins aux réseaux existants pour la mise en place. Je cherche des trousse d'outils de mise en œuvre.</p>
<p>Gouvernance du point de vue de la sécurité et de la protection des renseignements personnels, les services sélectionnés devant répondre aux exigences des diverses organisations. Reformulé, étant entendu qu'il faut veiller à s'entendre sur la façon d'évaluer la position du service en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels.</p>	<p>Harmonisation avec une technologie d'évaluation provinciale ou fédérale. Différentes provinces peuvent avoir des exigences différentes (dans quelle mesure)... Est-ce que cela veut dire que les exigences les plus strictes dans les provinces seraient le minimum requis?</p>

Je suis d'accord avec le commentaire ci-dessus, il devrait être énuméré trois fois.	Critères normalisés et liste des fournisseurs fondée sur la conformité et/ou les pratiques relatives aux données.
Pouvons-nous établir un modèle où un prix contractuel convenu peut être négocié et où chaque établissement peut conclure son contrat à partir de là? Essayer de négocier tous les détails pour tout le monde pourrait être trop complexe et prendre trop de temps.	Dans la case à gauche - C'est le modèle MÉCO et il n'obtient pas toujours le prix le plus bas, mais il nous aide à passer au travers du processus de DP et c'est un point de départ :-)
Entente de service partagé de longue date entre l'IUTO et le Collège Durham (elle n'est pas parfaite, mais elle existe).	
Les groupes décisionnels devraient être adéquatement représentés dans toutes les disciplines pertinentes. Il est extrêmement important qu'il y ait une représentation adéquate de la TI et que la TI y participe dès le début. Il pourrait être très risqué de prendre des décisions et de les appliquer telles quelles à la TI pour la mise en œuvre. Les personnes qui ne font pas partie des TI ne sont pas toujours au courant des défis techniques liés aux décisions. Pour les systèmes partagés entre plusieurs institutions, ces défis sont encore plus grands.	
Comprendre les similitudes et les différences entre les établissements, peindre le paysage pour voir où les synergies pourraient être transparentes.	
	Le Conseil doit superviser, avec l'appui des groupes de travail. Il doit examiner les ententes existantes avec les fournisseurs en nuage pour la gouvernance des questions opérationnelles. Conseil composé de chefs de file en technologies de l'éducation (collèges et universités).
Il est important d'établir une feuille de route pour les initiatives (vision à long terme) - plus il y aura d'établissements participants et plus la prise de décision et la mise en œuvre pourraient être lents. Les institutions devraient donc avoir suffisamment de temps pour intégrer les initiatives dans leur réflexion et leurs budgets (s'il y a lieu).	Les hôpitaux de London et ceux de Tillsonburg à Chatham ont un modèle de services partagés qui est très bien établi et auquel on pourrait faire référence. Rien ne dit que nous devons atteindre leur niveau, mais il y aurait de bonnes pratiques à suivre.
Il faudrait une représentation à l'extérieur de la TI  Question de suivi : de quelles voix avons-nous besoin à la table?	Ma réaction au commentaire ci-dessus, c'est que j'adopterais la position contraire et je dirais que si les établissements insistent pour que les besoins soient plus diversifiés sur le plan linguistique et culturel, cela incitera les entreprises technologiques à développer des produits qui reflètent la diversité.
Devrions-nous collaborer avec l'OUPMA? Groupe des acquisitions. <a href="http://www.oupma.ca/">http://www.oupma.ca/</a>	
Le leadership est la clé des services partagés pour établir et maintenir un niveau de confiance. Les services partagés exigent également un certain ANS.	
Il pourrait s'agir d'un représentant institutionnel de chaque école qui travaillerait ensuite au sein d'un comité collectif.	

	L' Ontario College Library Service (OCLS) est un bon exemple de service visant à répondre aux besoins en approvisionnement des bibliothèques des collèges.
Les bibliothèques universitaires ont très bien réussi avec le consortium : OCUL	

## 5. Dernières observations et questions

Séance décente. Les prochaines étapes et les prochaines recommandations.
Il est intéressant de voir quels auraient été les résultats si nous avions été autorisés à choisir deux possibilités technologiques.
Ne commencez pas tôt à moins de passer en douceur à la séance principale. Il y a eu un problème cette fois-ci, sinon ça s'est bien passé.
Il s'agit d'une excellente façon rentable de se connecter. Au début, il était difficile de se connecter à l'audio. Sinon, ce fut une excellente séance.
J'ai adoré cette séance... Elle a été merveilleusement organisée et il a été amusant d'y participer. J'ai adoré la possibilité de converser en temps réel avec les autres participants. Merci et excellent travail. J'espère avoir été la mouche du coche. C'est le meilleur webinaire auquel j'ai participé. Je suis d'accord avec ce qui suit.
Bien géré... la collaboration autour d'un même documents est une excellente façon de saisir les pensées de façon honnête;
C'est le meilleur webinaire auquel j'ai participé!
En plus d'aborder le sujet de Services partagés dans l'atelier, je vais vous présenter d'excellentes idées sur la façon d'utiliser des outils semblables (p. ex., webconférence, Google Docs) pour mobiliser les étudiants! Merci! Moi aussi!
Excellent travail d'équipe! Séance très utile.
J'ai beaucoup aimé les documents de Google.
Comme l'idée de Google doc. J'aurais aimé pouvoir voter sur des idées.
J'ai vraiment aimé le format - et la capacité de fournir de la rétroaction à l'aide de Google docs. Merci - les animateurs ont fait un excellent travail.
Il est bon d'avoir un mélange de représentants des bureaux de la TI/du DPI et de leaders des technologies d'apprentissage dans la même conversation.
Bravo. Je suis reconnaissant aux organisations qui travaillent dans le domaine de l'apprentissage en ligne de joindre le geste à la parole.
Moi aussi, j'ai aimé l'approche de Google doc, mais il y en avait peut-être trop. Il aurait été utile d'avoir un peu plus de directives pour le document sur la gouvernance. Voter sur celui-ci :)
Je n'aime pas le format Google doc, car il n'y a pas d'historique des révisions. Cela fonctionne si l'on est inscrit.
Je ne sais toujours pas quel est votre mandat et quel est l'objectif d'eCampus Ontario. Cela m'a peut-être échappé cet été. En revanche, j'ai adoré la mobilisation et l'outil -);

Il y a un domaine que je n'ai pas vu, celui de la recherche. À l'heure actuelle, toutes les institutions font de la recherche sur les nouvelles technologies. S'il y avait une recherche centralisée comme point de départ pour les établissements individuels, ce serait avantageux.

Bien traité. Bonne façon d'avoir une interaction et un dialogue. Merci.

C'était un excellent modèle! On pourrait vouloir tenir une petite séance de discussion

Il a été très bien traité. J'aime bien l'idée de la saisie anonyme (sur zoom). Cela permet une discussion ouverte.

Très bien fait. C'est une excellente façon de savoir ce qui se passe dans les autres collègues.

Entreprise compliquée qui nécessitera un engagement considérable et qui ne devra pas être à court de ressources.

J'ai apprécié l'interaction lors du processus de rétroaction. Très bonne approche - la réunion a été productive, ce qui est encourageant et fait bon usage de notre temps.

Nous sommes heureux que vous ayez utilisé des technologies de pointe pour soutenir la discussion sur les technologies de pointe et la façon de les partager.

Semble avoir bien fonctionné. Ai adoré cette approche. Il était facile de contribuer. Concentré et je peux voir comment le suivi se fera

## Annexe F : Compte rendu de la participation aux webconférences

Roles	16	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	21	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21		
	TOTAL PSIs = 37	Univ's	Brook	Carleton	Laurier	Lakeland	McMaster	Ontario	Queens	Ryerson	Toronto	Trent	UOIT	Waterloo	Western	WLU	Windsor	York	Colleges	Boreal	Cambrian	Carleton	Concordia	Durham	Fanfare	Fleming	George Brown	Georgian	Humber	La Cie	Loyalist	Niagara	Northern	OCD	OCAD	RM C	Seneca	Sherridan	Sault	St Lawrence	
CIO-IT	32	14	1	3	1	1				1	1	1	2	2	1		1	18		1		2	1	1	2		1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Academic, Dir T&L, Library	44	23	1	1	1		2	3	5	2	1	2	1	1		1	1	21	1	1	1	1	1	4	2	2	1	2	1	1	1	1		1	1	2	2	1	1	1	1
# of Participants	76	37	2	4	2	1	2	3	5	3	2	3	3	3	1	1	1	39	1	2	1	3	2	1	6	2	2	3	2	2	1	1	1	1	1	3	3	2	2	1	1

NOTE: There were more people who registered than participated (by about 6 people), which suggests slightly more institutions and people are aware of this initiative and perhaps read the Backgrounder in the email invite.

Une version chiffrée de la participation aux webconférences est [accessible ici](#).